



DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE ORIENTALE ET DANS
L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

N° 21

JANV.-FEV. 2017

Éditorial

2016 aura été une année électorale. Aux Etats-Unis avec la campagne qui a vu Donald Trump s'imposer au parti républicain ; mais également avec une série de scrutins législatifs et présidentiels en Europe de l'Est et dans l'ex-bloc soviétique. Entre août et novembre, l'Estonie a changé de chef d'État ; le 13 novembre dernier, les Bulgares ont également élu leur président ; le 30 octobre, c'était le tour des Moldaves... Les élections législatives de septembre ont ouverts pour la première fois les portes du Parlement à l'opposition au Bélarus et ce même mois les Russes ont confirmé leur adhésion au pouvoir en place. Les élections législatives ont eu lieu en octobre en Géorgie ; l'Ouzbékistan vient de changer de président en décembre dernier suite au décès d'Islam Karimov au pouvoir depuis 1991. Quelles leçons retirer de ces consultations ? Nous vous invitons à les découvrir ici en embarquant pour un « voyage » électoral d'Ouest en Est...

Et pour acter l'élargissement de notre publication aux contenus portant sur les pays et les territoires faisant partie de l'ex-Union soviétique, situés en Asie centrale et

dans le Caucase, la Lettre change de nom ! Elle s'appelle désormais « Lettre des droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ». En effet, l'héritage soviétique, selon des modalités diverses et les spécificités propres à chaque pays, continue de structurer encore aujourd'hui le champ politique de ces territoires.

Changement de nom n'implique pas changement de choix éditoriaux ; nous continuerons évidemment à nous focaliser sur l'étude et la défense des droits et libertés, plus que jamais au coeur des constructions en cours...

E.T.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial

..... p. 01

Actualité

Feu sur la culture et les médias en Pologne, par Danuta Stolecka..... p. 03

Dossier « Élections : tendances lourdes »

Estonie. Un vent nouveau pour plus de stabilité encore ?, par Céline Bayou..... p. 06

Élection de Roumen Radev à la tête de la Bulgarie, une victoire du Kremlin ?,
par Corinne Deloy..... p. 09

Élections présidentielles moldaves, un choix entre la Russie et l'UE ?,
par Florent Parmentier p. 11

Bélarus : l'opposition entre au Parlement... et après ?, par Anaïs Marin p. 13

Les élections législatives russes de 2016, quels résultats pour quelles conséquences ?,
par Camille Coatalem-Serikoff..... p. 17

Les élections législatives géorgiennes ou la politique désenchantée, par Silvia Serrano..... p. 21

Ouzbékistan, changements à la marge ou en profondeur ? Quel sera le degré de continuité
assumée ?, par Catherine Poujol p. 23

Lire

La Russie sous Poutine de Jean-Jacques Marie p. 27

Le cas Pavelnski. La politique comme art de Piotr Pavlenski p. 28

Hungary: Democracy under Threat. Six Years of Attacks against the Rule of Law
de la FIDH..... p. 29

Atlas géopolitique des Balkans. Un autre visage de l'Europe
d'Amaël Cattaruzza et Pierre Sintès..... p. 30

Equipe de rédaction : Camille Coatalem-Serikoff, Ewa Tartakowsky, Viviane Tourtet.
Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de l'association Solidarité France Pologne.

► Contribuer à la « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ».

Actualité

Feu sur la culture et les médias en Pologne

Par **Danuta Stolecka**, chargée de mission à la Société des Journalistes (Pologne)

Cet article publié en coopération avec



Depuis 2015, la Pologne traverse une crise d'envergure suite à l'arrivée au pouvoir du parti conservateur, PiS. Aucun secteur de la vie sociale et politique n'est épargné : le Tribunal constitutionnel, la surveillance, la procureur et les tribunaux, le droit de disposer de son corps, les médias et la culture, l'armée et l'environnement... La liste est longue et nous présentons ici la situation des médias et du secteur de la culture.

Changements continus de programmes et de cadres dans les médias publics

Au cœur de la polémique autour de la liberté de la presse : la « petite loi sur les médias », votée le 30 décembre 2015, qui vise à museler l'audiovisuel public. Les changements intervenus touchent les cadres de la télévision et de la radio publique. Ils sont congédiés au profit de personnalités plus proches du PiS (Droit et Justice), certains même sans grande expérience, comme Samuel Rodrigo Pereira, né en 1988 et aujourd'hui vice-chef de publicité chez TVP ou de journalistes moins compétents dont le seul mérite est de travailler dans les médias les plus à droite comme la chaîne Republika ou Trwam (Je perdue). Malgré de vives protestations, entre autres de la part de la Société des Journalistes (Towarzystwo Dziennikarskie), la vague de licenciements a fait des ravages. Au total, 216 journalistes limogés. Les journalistes licenciés ont trouvé des réponses pour pallier cet acharnement, en créant des médias indépendants (journaux et radios), mais cela n'est pas suffisant face au raz-de-marée conservateur, qui ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Tous ces changements interviennent au détriment de la qualité professionnelle des programmes et des taux d'écoute qui sont en chute libre depuis plusieurs mois.

La plupart des programmes télévisés qui ne répondaient pas aux exigences du PiS ont été supprimés et remplacés par d'anciennes émissions diffusées à l'époque du régime communiste telles que « Pegaz »,

« Teleranek » ou « Sonda2 ». Cependant, cette tentative de modification des grilles n'emporte pas l'adhésion des téléspectateurs et les audiences demeurent au plus bas. Pour remédier à cela, on assiste à une nouvelle rotation des cadres de l'audiovisuel public.

La chaîne TVP a décidé de ne plus accorder son patronage à des émissions très grand public. À titre d'exemple, le célèbre concert organisé chaque année par Le Grand Orchestre de charité de Noël (Wielka Orkiestra Swiatecznej Pomocy) n'a pas été retransmis sur TVP, pour la première fois en 25 ans d'existence. De même que le festival de film et d'art « Dwa brzegi » (Les deux rives) ou encore le prix littéraire Nike (équivalent du prix Goncourt). Cependant, d'autres programmes sont prévus, tels qu'une conférence sur les pogroms antisémites de Kielce ou encore sur l'histoire de la Pologne d'après-guerre. Toutes ces rencontres sont organisées sous la houlette de TVP (dirigée par Jacek Kurski) et les invités sont choisis scrupuleusement, en fonction de leurs convictions. On assiste alors de fait à des tentatives de réécriture de l'histoire.

Télévision publique contre télévision privée

D'après une étude du Conseil national de la radiophonie et de la télévision, les programmes Les Nouvelles sur la chaîne publique TVP et Les Faits sur la chaîne privée TVN réunissent à eux deux chaque jour 3,5 millions de téléspectateurs. On apprend aussi que les téléspectateurs sont plus enclins à accorder leur confiance aux informations sur les médias privés à 41 % contre 38 % pour les médias publics. Ce qui signifie tout de même que les informations partiales que l'on entend dans les programmes publics ont une portée considérable, et que cela met sérieusement en danger l'avenir de la démocratie en Pologne. Le professeur Maciej Mrozowski, expert en médias, explique dans une interview : « Au cours d'une de nos enquêtes menées du 4 au 11 juillet [2016], les journalistes de TVP1 n'ont pas employé une seule fois de termes négatifs à l'encontre du PiS, par contre, envers l'opposition, ils en ont usé et abusé ».

Jaroslaw Kaczynski, président du PiS, a affirmé dans une interview accordée à l'hebdomadaire de droite Do Rzeczy, qu'en Pologne, en utilisant la télévision l'on peut donner l'image que l'on souhaite de la réalité, car la société n'analyse pas ce qu'elle voit, mais reçoit la vision proposée comme la vérité. Il affirme aussi que les médias publics ont pour vocation de faire la « couverture médiatique » du pouvoir en place et sont

« leur canal de transmission aux Polonais ». L'on trouve bien là la raison pour laquelle le PiS ne veut pas seulement limiter l'influence des médias privés et les fragiliser, mais qu'il entend bien les soumettre voire les liquider.

Des programmes de plus en plus tendancieux

Le manque d'objectivité et de respect élémentaire des règles du métier, la promotion systématique d'une vision sectaire de la situation contribuent à renforcer le climat de guerre idéologique entre les médias publics et privés. Tout mouvement de protestation est systématiquement présenté comme une tentative de déstabilisation de l'État dans une rhétorique haineuse, typique de l'époque de la Pologne populaire. La télévision publique est donc devenue clairement un organe au service du parti au pouvoir.

Un exemple illustre le caractère mensonger de l'information à des fins de manipulation et de propagande. Les organisations non-gouvernementales ont été la cible d'attaques continues des médias publics. Durant plusieurs semaines, certaines ONG ont été citées, laissant entendre qu'elles entretenaient des liens suspects et privilégiés avec des membres de l'équipe politique précédente, qu'elles touchaient des fonds importants dont la source demeurerait inexpliquée, et qu'elles les utilisaient à des fins discutables sans avoir à en rendre compte de manière suffisamment claire et transparente. C'est ainsi que la réputation et tout le travail mené par le secteur associatif ont été mis en cause en Pologne dans la seule intention de leur nuire.

Forte opposition aux attaques des droits des journalistes

En décembre 2016, le Maréchal de la Diète a annoncé qu'il allait mettre de l'ordre dans l'organisation des contacts entre les journalistes et les députés et sénateurs. Les changements, décidés sans aucune consultation avec le milieu journalistique visaient à introduire de grandes restrictions dans les conditions de travail des journalistes parlementaires. Le Centre de presse allait être déplacé et installé en dehors des locaux du Parlement, un nombre limité d'accréditations allait être dorénavant accordé aux journalistes. Et ceux qui recevraient le droit de travailler à l'intérieur de la Diète, n'auraient pas le droit de faire des interviews ou de filmer.

Les journalistes ont manifesté à l'intérieur et à l'extérieur de la Diète au motif de la non constitutionnalité de ces mesures et que le gouvernement souhaitait limiter leur droit d'accès aux salles de débat ainsi qu'aux informations concernant les activités du Parlement polonais. Le blocage de la Diète a duré trois semaines. Les contestataires se sont réunis sous le hashtag #wolnemedi (médias libres) et le Comité de Défense de la Démocratie (Komitet Obrony Demokracji)¹ a organisé de grandes manifestations. Finalement, le gouvernement a été contraint d'abandonner ce projet de réformes et les journalistes sont toujours autorisés à accéder aux salles de débat du Parlement.

Les médias privés en mal de ressources

L'assèchement du marché des annonces se poursuit pour les médias privés. Ceux considérés comme « de droite » reçoivent plus d'argent de la part des annonceurs, plus de publicité des entreprises d'État également et voient ainsi leurs recettes croître largement même si ces journaux ont un tirage inférieur à celui de Gazeta Wyborcza par exemple (100 000 exemplaires). Quant à ceux affiliés « de gauche », tels Polityka, Tygodnik powszechny, Newsweek Polska et Wprost, ils sont en grande difficulté. Le tirage moyen diminue et certains points de vente rechignent à les placer en tête de gondole. La situation est comparable à la radio et à la télévision.

Dernièrement, le gouvernement prépare une nouvelle loi concernant la concentration du capital sur le marché des médias. Les nouvelles réformes doivent être présentées à la Diète en début de l'année 2017. Le gouvernement affirme que c'est certainement la meilleure manière « d'assurer le pluralisme des médias en Pologne ». Cette proposition de loi a été formulée afin de limiter le pouvoir de la chaîne TVN, privée, populaire mais très critique à l'encontre du gouvernement PiS.

La culture prise pour cible

La liberté d'expression ne souffre pas uniquement dans le secteur des médias. Les institutions culturelles sont également visées par le gouvernement du PiS. En première ligne, les Instituts culturels polonais, relevant du ministère des Affaires étrangères avec pour mission de promouvoir la culture polonaise à l'étranger.

Ces dernières années, les Instituts

1. Voir « Contre les dérives autoritaires en Pologne : la création du Comité de défense de la démocratie », *Lettre Droits de l'Homme en Europe centrale et orientale*, n°16, janvier 2016, URL : <http://www.idh-france.org/wp-content/uploads/2016/01/Lettre-Europe-centrale-et-orientale-n%C2%B016-janvier-2016.pdf> ; « Nous voulons créer des espaces de débat démocratique », entretien avec Mateusz Kijowski, président du KOD, Hommes et libertés, n°176, décembre 2016, URL : <http://www.idh-france.org/wp-content/uploads/2017/01/HL176-Monde-4.-Pologne-Nous-voulons-cr%C3%A9er-des-espaces-de-d%C3%A9bat-d%C3%A9mocratique.pdf>

culturels polonais avaient à faire connaître à travers le monde les œuvres les plus intéressantes et les plus fortes des créateurs polonais contemporains, à faciliter les contacts des artistes polonais avec le monde et à convaincre de l'exceptionnalité et de l'attractivité de la culture polonaise. Bref, ils voulaient prouver que la Pologne avait changé, qu'elle était devenue un pays ouvert, innovant, qui s'intéresse aux autres.

Mais la promotion de cet art contemporain, parfois controversé, mais remarqué et reconnu dans le monde, n'a pas plu au gouvernement qui a jugé que les Instituts en faisaient trop pour la promotion des communautés LGBT, et exploitaient à outrance la thématique juive dans l'histoire et la culture polonaise.

Le PiS a donc décidé de procéder à des changements, en nommant de nouveaux directeurs à la tête des Instituts culturels polonais qui vont dorénavant mettre en œuvre des programmes différents, beaucoup moins portés sur la création contemporaine et les échanges, et qui seront moins en mesure d'attirer le public de leur pays de résidence. De ce fait, ils se cantonneront à l'accueil de la polonia (terme désignant la diaspora polonaise) puisqu'ils se concentreront sur la présentation de l'histoire du pays, en particulier dans le cadre de la célébration du 1050^e anniversaire du baptême de la Pologne. Le ministre des Affaires étrangères a déclaré « qu'il était préférable de parler de personnages tels que Copernic, Chopin, Jean-Paul II, Maria Skłodowska-Curie », charriant ainsi l'électorat conservateur du PiS à l'étranger. Dernièrement, le ministre des Affaires étrangères a envoyé aux Instituts culturels une liste d'intellectuels à inviter de préférence, liste sur laquelle se trouvent avant tout les noms de personnes sympathisantes ou affiliées à l'actuel parti au pouvoir.

Les Instituts vont inévitablement se transformer peu à peu en centres culturels dédiés à la polonia. De cette manière, le gouvernement en place a grand espoir de pouvoir exercer encore une plus grande influence sur les Polonais de l'étranger.

Les changements de direction interviennent également dans le milieu culturel : au Centre national de la Culture, dans les théâtres et dans d'autres institutions.

Au Théâtre polonais de Wrocław, depuis la nomination du nouveau directeur, des manifestations de protestation sont organisées par les acteurs eux-mêmes. L'une des meilleures scènes théâtrales de Pologne est en fait en cours de liquidation. En janvier, il n'y a eu aucune représentation, la troupe d'acteurs s'est dispersée.

À Białystok, le nouveau directeur nommé

à la tête du Théâtre dramatique a annulé toutes les représentations de « Biała siła, czarna pamięć » (La force blanche, le souvenir noir). Ce spectacle, récompensé plusieurs fois et invité dans de nombreux festivals, y compris à l'étranger, rend compte de la montée de la violence verbale et physique, du racisme et de la xénophobie et fait ainsi écho à des événements qui ont eu lieu à Białystok-même².

Cette politique du gouvernement ne touche pas uniquement les projets déjà réalisés mais également ceux qui sont encore à la recherche de financements. Ainsi, la nouvelle direction du Centre national de la Culture, censé soutenir les meilleurs projets culturels de toute la Pologne, attribue les dotations exclusivement aux centres affiliés à droite, entre autres à des organisations et des institutions qui n'existent que depuis quelques mois et qui n'ont aucune expérience.

La situation semble se dégrader de plus en plus et ce, dans tous les domaines de la culture. Pour contrer la vague de réformes gouvernementales, deux solutions se dessinent. La première passe par la mobilisation de la société civile. La seconde par l'interpellation des gouvernements étrangers et de l'Union européenne. Les citoyens polonais ont déjà fait preuve d'initiative en protestant contre les menaces formulées contre leurs libertés démocratiques. Bruxelles, quant à elle, devrait se montrer garante d'une Europe respectueuse des droits et des libertés démocratiques. Ces mêmes libertés pour lesquelles les peuples de l'Europe de l'Est se sont battus il n'y a pas si longtemps et qui est menacé aujourd'hui par une dynamique réactionnaire.

L'une comme l'autre, ces deux hypothèses appellent à redoubler d'engagement face aux nouveaux textes de loi en préparation.

Traduction du polonais par Anne Duruffé et Marjorie Pisani (Association Solidarité France Pologne)

2. Le Tribunal de Białystok a relaxé un groupe néo-nazi se revendiquant d'un nationalisme slave et se considérant comme « enfants aryens ». Le groupe a brûlé un swastika dans le cadre d'une cérémonie païenne. Le Tribunal considère qu'un swastika est un symbole slave pré-chrétien « swarga » et qu'il ne s'agissait d'un acte de propagande mais d'une « présentation publique ».

Dossier «Élections: tendances lourdes»

Estonie. Un vent nouveau pour plus de stabilité encore ?

Par **Céline Bayou**, chargée de cours à l'Inalco, membre associée du CREE (Centre de Recherches Europes-Eurasie, Inalco), co-rédactrice en chef de *Regard sur l'Est* (www.regard-est.com) et rédactrice au ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI)¹

Tout à la fois longue et précipitée, attendue et pleine de surprises, une mutation assez radicale du personnel politique situé à la tête de l'État estonien s'est produite entre août et novembre 2016 : le chef de l'État a changé et une alternance gouvernementale a fait passer la majorité dans l'opposition et l'opposition au pouvoir. Les grandes priorités, notamment en matière de politique étrangère, ne devraient pourtant pas être modifiées. Une inflexion sera sans doute impulsée en matière sociale, mais il est trop tôt encore pour juger de son ampleur. Ce renouveau de toute évidence souhaité par les habitants du pays ne devrait donc pas bouleverser la trajectoire de l'Estonie.

Tout a commencé avec l'élection, à partir d'août 2016, d'un nouveau chef de l'État. La désignation du futur Président a pris plus de temps que prévu et mis au jour des tensions fortes au sein des principaux partis politiques. La difficulté à trouver un accord sur un candidat qui fasse l'unanimité des formations a révélé des accords préalables, des désaccords persistants et a finalement mené non seulement à l'éclatement de la coalition gouvernementale mais aussi à un changement des équilibres, l'opposition entrant au gouvernement et le parti dominant depuis plus de quinze ans passant dans l'opposition.

Une laborieuse élection présidentielle

Les deux mandats présidentiels de Toomas Hendrik Ilves, élu en septembre 2006 et réélu

en août 2011, ont profondément marqué l'Estonie. Si le chef de l'État y a surtout une fonction représentative et ne détient pas de pouvoir exécutif important, T. H. Ilves a su « placer » son pays « sur la carte du monde »², gageure pour un pays qui compte à peine plus d'un million d'habitants. Réputé pour son intransigeance, notamment à l'égard de la Russie, il s'est fait le promoteur d'une Estonie moderne, incarnée notamment par son appétence pour les nouvelles technologies. C'est bien lui qui a lancé le concept d'E-stonia et s'est démarqué par son utilisation frénétique des réseaux sociaux, le Président twittant n'évitant pas les joutes avec ses opposants³ mais gardant toujours une ligne de conduite cohérente. Poursuivant l'ancrage euro-atlantique impulsé par ses prédécesseurs, il a fait de l'Estonie l'unique pays qui respecte la totalité des critères des clubs auxquels il appartient, qu'il s'agisse des règles budgétaires imposées par l'Union européenne ou des engagements financiers demandés par l'Otan.

Le Président en Estonie est élu par le Parlement (le Riigikogu), au terme d'un processus qui a donné en 2016 la pleine mesure de sa complexité. Peu avant l'élection, le 29 août, un accord a été trouvé entre le parti de la Réforme (ER, au pouvoir depuis 1999) et le Parti social-démocrate (PSD, membre de la coalition gouvernementale), prévoyant de présenter au premier tour la candidature d'Eiki Nestor, président du Riigikogu (PSD) ; Siim Kallas, ancien Premier ministre et ancien vice-président de la Commission européenne (ER), se présenterait aux deuxième et troisième tours si nécessaire. Le 29 août, aucun des cinq candidats n'a reçu les 68 voix requises pour être élu : E. Nestor en a totalisé 40, Mailis Reps (parti du Centre) – 26 et Allar Jõks (indépendant) - 25. Le 30 août, lors du deuxième tour S. Kallas a reçu 45 voix, M. Reps - 32 et A. Jõks - 21. Lors du troisième tour, S. Kallas a obtenu 42 voix et M. Reps 26, tandis que 30 votes blancs étaient décomptés.

Un tel cas est prévu par la Constitution : un collège de grands électeurs est alors convoqué et, s'il échoue aussi, le vote repart devant le Riigikogu. En prévision du scrutin des grands électeurs, une nouvelle candidature est apparue en la personne de Marina Kaljurand qui, le 12 septembre, a abandonné son poste de ministre des Affaires étrangères pour se consacrer à sa campagne. Particulièrement

1. Les opinions exprimées par l'auteure sont personnelles et n'engagent pas l'institution qui l'emploie.

2. Edward Lucas, « Ilves put Estonia on the map », *UpNorth*, 23 novembre 2016.

3. On pense notamment à une série de tweets échangés avec l'économiste américain Paul Krugman, très critique à l'égard de la voie choisie par l'Estonie en matière économique.

populaire au sein de la population, elle était réputée avoir toutes ses chances, appréciation qui revenait toutefois à faire « comme si » l'élection se déroulait au suffrage universel. Or le parti de la Réforme, dont elle espérait le soutien (sans en être membre) a confirmé son soutien à S. Kallas. Le 24 septembre, les grands électeurs ont eux aussi échoué à désigner un Président, aucun des deux tours organisés ne permettant de faire passer un candidat avec les 168 voix nécessaires. Le premier tour a été remporté par A. Jõks avec seulement 83 voix et le second par S. Kallas avec 134 voix. M. Kaljurand, avec 75 voix, n'a pas même atteint le 2e tour.

Kersti Kaljulaid, l'inattendue

Le 3 octobre, les députés se sont donc de nouveau réunis : cette fois, cinq des six partis représentés ont convergé vers un nom, celui

de Kersti Kaljulaid, tout juste entrée dans la course : elle a d'emblée obtenu 81 des 98 votes enregistrés⁴. Cette candidature résultait des négociations menées par le président du Riigikogu avec les présidents des groupes parlementaires, séduits par cette femme jeune, peu connue sur la scène politique estonienne et sans étiquette.

Née en 1969, diplômée en biologie de l'université de Tartu, K. Kaljulaid a fait carrière d'abord en entreprise, a été conseillère du Premier ministre Mart Laar (1999-2002), a dirigé la centrale électrique d'Iru (2002-2004) et a été nommée, en 2004, représentante de la Cour des comptes européenne à Luxembourg, poste qu'elle a occupé jusqu'à cette élection. Elle est la première femme élue à la tête de l'Estonie et la plus jeune à occuper cette fonction. Réputée intelligente, abordable et directe, elle jouit d'une très bonne image depuis son entrée en fonction, le 10 octobre 2016.



© Andres Pütting, Licence CC

Kersti Kaljulaid lors de la cérémonie d'investiture à la présidence de l'Estonie

Ses premières interventions ont en effet marqué l'opinion. Bonne communicante (elle a, pendant quelques années, animé une émission de radio), elle semble partager avec son prédécesseur le goût d'une parole claire, ferme et sans détour. À la petite polémique liée à sa non-participation à la messe célébrée par l'archevêque de l'Église luthérienne lors de son investiture, elle a par exemple immédiatement répondu, justifiant son choix sur les réseaux sociaux par le fait que, puisqu'il n'y a pas d'Église d'État en Estonie, elle n'avait pas jugé sa présence obligatoire. Le sujet semble d'ailleurs lui tenir à cœur, puisqu'elle l'a de nouveau évoqué à l'occasion de son discours de fin d'année délivré sur la chaîne de télévision publique, citant le sécularisme estonien comme, selon elle, le meilleur rempart contre les intégrismes importés⁵. Sur un tout autre sujet, elle a tenu à répondre par une lettre ouverte à un article

publié par *EurActiv* qui évoquait en novembre des États baltes gouvernés par la peur des migrants et de la Russie : l'Estonie n'est pas effrayée, plaide-t-elle, le pays remplit ses engagements à l'égard des réfugiés, conformément à l'accord trouvé au sein de l'UE et il fait son possible pour intégrer les nouveaux venus ; concernant la Russie, elle rappelle que son pays est bien conscient de ce qu'implique sa situation géographique et qu'il ne se fait aucune illusion à propos de son voisin oriental. Mais, affirme-t-elle, il n'est pas plus effrayé que ses partenaires européens et il sait que la sécurité est indivisible⁶.

Le parti du Centre, désormais fréquentable

Si cette élection a déstabilisé le parti de la Réforme, qui a peiné à dégager un candidat

4. Vincent Dautancourt, *Actualités estoniennes*, 1-15 octobre 2016.

5. « President: Estonia's secularism is best protection against foreign religions », *Postimees*, 28 décembre 2016.

6. « The Estonian president: the Baltics are not afraid of migrants or Russians », *Estonian World*, 24 novembre 2016.

de consensus, elle a aussi fait éclater les tensions présentes depuis longtemps au sein du parti du Centre. Doté d'orientations plus sociales que la plupart des autres formations, il est réputé représenter les intérêts de la minorité russophone du pays (25 % de la population). Un accord passé il y a quelques années avec le parti de Vladimir Poutine, Russie unie, lui confère une réputation sulfureuse : il ne défendrait pas seulement les intérêts des russophones, mais aussi ceux de la Russie. La personnalité de son créateur et président historique, Edgar Savisaar, a largement contribué à cette mauvaise image. Outre sa proximité avérée avec Moscou, celui qui a été maire de Tallinn de 2007 à 2015 se voit reprocher des affaires de corruption et blanchiment d'argent qui ont conduit à sa mise en examen. Pour ces raisons, si le parti a pu participer à quelques coalitions gouvernementales, il est généralement ostracisé par les autres formations. Le déroulement de l'élection présidentielle a achevé de ruiner la réputation du président du parti et a provoqué le sursaut (sans doute préparé de longue date néanmoins) qui vient de rendre le parti du Centre de nouveau fréquentable.

Le 5 novembre 2016, un congrès extraordinaire a en effet été convoqué, afin d'élire un nouveau leader. Le scrutin a notamment opposé Yana Toom, députée européenne qui défend avec vigueur les droits des russophones d'Estonie, à Jüri Ratas, moins connu bien qu'ayant lui aussi occupé le poste de maire de la capitale (2005-2007), personnalité modérée. Son élection à la tête du parti marque la fin d'une époque, l'éviction d'E. Savisaar et la mise à l'écart de ses partisans. Fait *a priori* plus étonnant, cette révolution du parti a entraîné une série de réactions en chaîne.

La chute précipitée du gouvernement

Alors que le Premier ministre, Taavi Rõivas, membre du parti de la Réforme, était critiqué depuis de longs mois par l'opposition qui lui reprochait notamment son immobilisme, dès le 7 novembre, les deux partenaires de la coalition, le PSD et l'IRL (Union pour la Patrie Res Publica) se sont joints à elle pour appeler le chef du gouvernement à la démission. Les trois partis de l'opposition ont alors déposé une motion de censure préparée par le parti du Centre et à laquelle se sont ralliés le PSD et IRL. Par 63 députés contre 28, le vote au Parlement, le 9 novembre, a provoqué la chute du gouvernement Rõivas.

Dans un contexte de stagnation économique, le Premier ministre a de toute

évidence payé le prix d'une fatigue liée à la longue présence de son parti au pouvoir. Ce « coup d'État » provoqué par les partis eux-mêmes, surfant sur le changement de cap annoncé du parti du Centre, répond vraisemblablement aux aspirations d'une population en demande d'un nouvel élan politique de la part de ses élites.

Profitant de cette conjonction exceptionnelle, le parti du Centre, le PSD et IRL ont immédiatement entamé des négociations en vue de créer une nouvelle coalition gouvernementale.

Un nouveau gouvernement, de nouvelles priorités mais pas de révolution

Peu nombreux sans doute sont ceux qui, quelques semaines auparavant, auraient parié sur une telle configuration mais c'est bien le tout nouveau président du parti du Centre, Jüri Ratas, qui s'est vu confier par la Présidente la responsabilité formelle de constituer le nouveau gouvernement. Le 24 novembre, c'est donc sous la houlette du Premier ministre J. Ratas qu'est entré en fonction un gouvernement respectant la parité partisane, puisque 5 ministres sont issus du parti du Centre, 5 du PSD et 5 d'IRL⁷.

Les grandes lignes du programme gouvernemental présentées par le Premier ministre devant le Parlement le 21 novembre promettent bien une inflexion sociale. Une réforme fiscale devrait instaurer la progressivité de l'impôt sur le revenu et, à partir de 2018, le niveau de salaire non imposable devrait passer de 170 à 500 euros/mois. Le salaire des enseignants devrait être revalorisé et la politique familiale activement soutenue afin de lutter contre l'inquiétante chute de la population. Pour financer cette politique, le gouvernement souhaite augmenter les droits d'accise, notamment sur la bière, cette mesure entrant dans un plan plus vaste de lutte contre l'alcoolisme. Une politique de grands travaux pourrait être lancée et des aides ont été annoncées en faveur de l'agriculture.

En revanche, et le Premier ministre n'a de cesse de le répéter, la politique étrangère ne devrait pas être modifiée. J. Ratas se doit en effet de rassurer, alors que l'accord passé entre son parti et Russie unie suscite de vives inquiétudes. Les commentateurs ont eu vite fait, après la désignation du nouveau chef de gouvernement, d'évoquer un possible rapprochement de l'Estonie avec la Russie. J. Ratas et son équipe ont donc à maintes reprises affirmé que cet accord est gelé, qu'il le restera tant que la Russie ne se conformera pas au droit international mais que le dénoncer aujourd'hui ne servirait qu'à créer des remous

7. La parité hommes/femmes, en revanche, est loin d'être atteinte puisque ces dernières ne sont que quatre au sein de ce gouvernement.

inutiles au sein du parti. Les priorités de la politique étrangère resteront les mêmes que précédemment, l'Estonie souhaitant poursuivre plus que jamais son engagement au sein de l'UE et de l'Otan : très symboliquement, en préambule de sa présentation du programme

de gouvernement, J. Ratas a cité la présidence estonienne du Conseil de l'Union européenne, à partir du 1er juillet 2017, qui revêt selon lui une importance capitale pour le pays.

Élection de Roumen Radev à la tête de la Bulgarie, une victoire du Kremlin ?

Par **Corinne Deloy**, chargée d'études au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po et responsable de l'Observatoire des élections en Europe (OEE) de la Fondation Robert Schuman.

Soutenu par le Parti socialiste bulgare (BSP), Roumen Radev, 53 ans, ancien chef des forces aériennes (2014-2016), a été élu le 13 novembre 2016 président de la République de Bulgarie. Avec 59,37 % des suffrages, il a devancé Tsetska Tsatcheva, 58 ans, actuelle présidente de l'Assemblée nationale (Narodno sabranie), chambre unique du parlement bulgare, et candidate du parti du Premier ministre en exercice Boïko Borissov, les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB), qui a recueilli 36,16 % des voix. Il s'agit d'un sérieux revers pour le chef du gouvernement qui voit sa candidate battue de plus de 20 points.

4,48 % des électeurs ont choisi l'option « aucun des candidats » qui leur est désormais offerte lors de toutes les élections qui se déroulent au scrutin majoritaire, soit la présidentielle et les législatives. Alors que le vote est désormais obligatoire dans le pays, la moitié des Bulgares seulement se sont rendus aux urnes le 13 novembre (50,44 % et 56,28 % une semaine plus tôt).

Roumen Radev était arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle organisé le 6 novembre avec 25,44 % des suffrages. Sa rivale avait obtenu 21,96 % des voix.

Au total, vingt et une personnes s'étaient portées candidates à la succession de Rossen Plevneliev qui avait annoncé en mai 2016 qu'il renonçait, pour raisons personnelles, à postuler pour un deuxième mandat à la tête de l'État. La loi électorale avait été modifiée par le parlement trois semaines avant le premier tour du scrutin présidentiel.

Une victoire de l'opposition

Selon Antony Todorov, professeur de science politique à la Nouvelle université bulgare de Sofia, le vote obligatoire a favorisé le candidat du Parti socialiste. « *Dans les petites localités, traditionnellement plus favorables aux socialistes, les électeurs ont massivement voté par crainte de sanctions* », a-t-il déclaré. Par ailleurs, Roumen Radev a bénéficié de l'image favorable des forces armées auprès des électeurs. Sa faible notoriété a également constitué un avantage à l'heure de la défiance envers les politiques traditionnels.

Selon les enquêtes d'opinion sortie des urnes, il aurait rassemblé sur son nom 92 % des électeurs qui avaient choisi au premier tour de scrutin l'ancien chef du gouvernement (2013-2014) et ministre des Finances (2005-2009) qui se présentait comme candidat indépendant Plamen Oresharski (6,63 % des voix) et 69 % de ceux qui s'étaient prononcés pour Krassimir Karakachanov, candidat de la coalition Patriotes unis (14,97 % des suffrages). Sa rivale aurait quant à elle rallié 46 % des électeurs de l'ancien ministre de l'Économie, de l'Énergie et du Tourisme (2009-2012) Traïtcho Traïtkov, candidat du Bloc réformiste (RB), qui a recueilli 5,87 % des voix le 6 novembre.

Roumen Radev a promis d'être très actif en matière de lutte contre la corruption – un fléau qui gangrène la Bulgarie –, de travailler à une plus grande transparence des institutions et de modifier la politique migratoire. Face à l'arrivée en Europe de personnes fuyant les conflits du Moyen-Orient ou d'Afrique, il défend une position de fermeté. « *Je ne permettrai pas que la Bulgarie devienne le camp de réfugiés de l'Europe (...) Nous sommes obligés d'aider les réfugiés, mais les migrants d'Afghanistan et du Pakistan doivent être renvoyés chez eux. Sauf si nous voulons suivre l'exemple de la France, de la Belgique et de l'Allemagne et connaître ensuite leurs problèmes d'intégration* », a-t-il déclaré. Sa position sur les réfugiés explique que l'ancien militaire ait reçu le soutien des nationalistes au deuxième tour.

Surnommé le général rouge par ses adversaires, Roumen Radev a annoncé qu'il développerait la coopération économique avec Moscou. Il a fait part de son désir de « travailler

étroitement avec le gouvernement et avec les collègues de l'Union européenne, en vue d'une levée des sanctions économiques européennes imposées par l'Union européenne à la Russie» à la suite de son annexion de la Crimée (« la Crimée est ukrainienne en droit mais de facto russe », a-t-il souligné) et de son intervention militaire dans l'Est de l'Ukraine. Le nouveau président a également indiqué qu'il souhaitait renforcer la partie économique de la politique étrangère et qu'il nommerait un conseiller spécial en charge de cette dimension.

« Je ne suis ni prorusse ni proaméricain mais pro-bulgare », a-t-il indiqué pour rassurer ceux que son orientation russe pourrait inquiéter. « Être pro-européen en signifie pas nécessairement être antirusse (...) Une amélioration nécessaire des relations avec la Russie ne constitue pas un recul des valeurs euro-atlantiques », a-t-il ajouté.

Roumen Radev aime à rappeler qu'il est un « général de l'OTAN formé aux États-Unis » et que, pour lui, l'appartenance de son pays à l'Union européenne à l'OTAN n'est « pas négociable ». Il se veut le défenseur d'une Bulgarie « active et non soumise » au sein de ces deux instances. Rappelons que la politique étrangère de Sofia est déterminée par le gouvernement.

« Pour la première fois, la géopolitique a dominé les débats. Les relations entre la Bulgarie et l'Union européenne et entre Sofia et Moscou ont été remises en question et il y a eu des débats sur la gestion d'une possible crise migratoire », a souligné le directeur de l'institut Gallup, Parvan Simeonov. La lutte contre la pauvreté, la crise démographique et l'exode de la population (plus d'un million de personnes ont quitté le pays pour des raisons économiques) ont constitué les autres thèmes de la campagne électorale.

Originaire de Dimitrovgrad (Sud-Est de la Bulgarie), Roumen Radev est diplômé de l'École de mathématiques de Haskovo (1982), de l'université des forces aériennes (1987), de l'École d'officiers Squadron (1992), de l'université de la défense Rakovski (1996) et de l'université de la guerre aérienne de la base militaire de Maxwell (Etats-Unis) (2003). Il a fait toute sa carrière dans l'armée bulgare et a été nommé, en 2014, chef des forces aériennes du pays, responsabilité qu'il a cessé d'exercer en 2016 afin de se présenter à l'élection présidentielle. En 2014, il avait présenté sa démission au Premier ministre Boïko Borissov pour protester contre la faiblesse du soutien de l'État aux forces militaires aériennes après que le gouvernement eut déposé un projet de loi qui permettait aux forces aériennes des pays de l'OTAN d'intervenir auprès de celles de la Bulgarie. Il avait repris sa démission après avoir été reçu par le chef du gouvernement.

Le choix de Roumen Radev comme candidat de la gauche du gouvernement marque le rapprochement du Parti socialiste et de l'Alternative pour une renaissance de la

Bulgarie (ABV), parti de l'ancien président de la République (2002-2012), Georgi Parvanov. Cinq jours après l'élection de Donald Trump à la Maison blanche, la victoire de l'ancien militaire à la présidentielle bulgare constitue également la deuxième bonne nouvelle de la semaine pour le chef de l'État russe, Vladimir Poutine (Russie unie, ER).

L'échec personnel de Boïko Borissov

Face à Roumen Radev, Tsetska Tsatcheva se présentait comme une garantie de stabilité et comme la seule à même de préserver l'orientation européenne et euro-atlantique de la Bulgarie. Ses partisans avaient d'ailleurs appelé les Bulgares à se mobiliser contre le « totalitarisme communiste » et affirmé que l'élection de Roumen Radev conduirait à un gel des fonds européens.

De nombreuses personnes avaient critiqué le choix fait par Boïko Borissov pour cette élection présidentielle, arguant du fait que la présidente du parlement, désignée très tardivement, manquait cruellement du charisme nécessaire pour remporter le scrutin.

« Les gens en ont assez d'entendre le GERB se vanter alors qu'ils ne voient aucune amélioration de leur niveau de vie », a souligné Antony Todorov. De son côté, Parvan Simeonov a parlé de « vote de protestation dans un contexte international qui encourage la volonté de changement : écroulement des autorités traditionnelles en Europe occidentale, changement radical aux États-Unis, hausse des ambitions de la Russie ».

À l'heure où remporter un référendum relève du miracle et alors que le chef de l'État a, en Bulgarie, un rôle essentiellement honorifique, le Premier ministre Boïko Borissov avait choisi de transformer l'élection présidentielle en vote de confiance de son gouvernement. Le 3 octobre, après avoir annoncé sa candidature personnelle à l'élection présidentielle de ... 2021 ! Il avait en effet indiqué qu'il démissionnerait de ses fonctions de chef du gouvernement si Tsetska Tsacheva, ne remportait pas l'élection présidentielle. Cette personnalisation du vote a visiblement davantage mobilisé ses adversaires que ses partisans.

Conformément à sa promesse, le chef du gouvernement a annoncé sa démission à l'issue du scrutin. Le président de la République sortant Rossen Plevneliev ne pouvant dissoudre le parlement durant les trois derniers mois de son mandat qui se terminera le 22 janvier 2017, les élections législatives consécutives à la démission du chef du gouvernement n'auront pas lieu avant le printemps prochain.

La victoire à l'élection présidentielle de Roumen Radev, novice en politique, révèle l'ampleur du mécontentement d'une grande partie des Bulgares à l'égard de leurs élites.

Elle signe également le début de la campagne des législatives pour lesquelles le GERB est favori. La formation ne devrait cependant pas être en mesure d'obtenir la majorité absolue. Selon le Premier ministre Boïko Borissov, la coalition alternative à son gouvernement serait une alliance unissant le Parti socialiste

et le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), formation représentant la minorité turque. « *Une coalition qui isolerait la Bulgarie au niveau international et se solderait par un gel des financements européens* », a-t-il souligné.

Élections présidentielles moldaves, un choix entre la Russie et l'UE?

Par **Florent Parmentier**, enseignant à Sciences Po et chercheur au Centre de géopolitique de HEC, fondateur des sites www.moldavie.fr et eurasiapropective.net, auteur de *Moldavie. Les atouts de la francophonie* (2010)

Le 13 novembre dernier, le second tour de la présidentielle moldave a désigné pour vainqueur Igor Dodon (52,2%), chef du Parti des socialistes de la République de Moldavie (PSRM), face à la candidate du Parti action et solidarité (PAS), de centre-droit, Maia Sandu (47,8%). Ce scrutin était pour la Moldavie, petit pays d'environ 3 millions d'habitants situés entre la Roumanie et

l'Ukraine, le premier du genre depuis une vingtaine d'années, la dernière élection ayant eu lieu en décembre 1996.

Cette élection s'est assez rapidement résumée à un face à face entre deux quadragénaires, Igor Dodon (41 ans) et Maia Sandu (44 ans). Si le premier est une personnalité politique connue en Moldavie, la seconde n'est apparue sur la scène politique moldave qu'en juillet 2012, date à laquelle elle a accepté le poste de ministre de l'Éducation jusqu'en juillet 2015. Économiste passée par la Banque mondiale, elle a acquis pendant ces trois années l'image d'une personne compétente et intègre, quitte à bousculer son administration. Elle a incarné, pendant la campagne, l'orientation pro-européenne présente chez une partie significative de l'opinion, et qui détient encore une majorité au Parlement.



Élections en Moldavie

© UNDP in Europe and Central Asia, Licence CC

Pour sa part, Igor Dodon a été pendant trois ans ministre de l'Économie, entre 2006 et 2009, sous la bannière du Parti des Communistes, qui dominait l'échiquier politique d'alors. Polyglotte, il avait plutôt laissé l'image d'un réformiste qui a œuvré pour rapprocher la Moldavie des standards européens. Sa campagne a montré plutôt la volonté de séduire une partie de l'électorat

souhaitant un rapprochement avec la Russie, lui donnant une avance décisive au premier tour, avec 48% des suffrages.

Le retour du suffrage universel

De prime abord, il convient de mentionner que le retour au scrutin présidentiel a été le résultat de 15 mois de manifestation populaire

dans la rue et deux ans d'une crise politique profonde. En mars 2016, devant la demande répétée d'élections anticipées de la part des manifestants, les autorités ont donc opté pour ce mode d'élections, sous l'influence d'une décision de la Cour constitutionnelle.

La réforme constitutionnelle du 5 juillet 2000 avait changé le mode d'élections du Président, passage du suffrage universel direct à la majorité des trois cinquièmes de la chambre des députés, soit 61 députés sur 101. Or il est vite apparu qu'une telle majorité de 61 députés était bien souvent extrêmement compliquée à obtenir dès lors que le champ politique est fragmenté. Une fois la période de domination du Parti des communistes terminée, entre 2001 et 2009, l'élection d'un Président avait toujours posé d'énormes problèmes. C'est ainsi qu'il avait fallu près de deux ans et demi pour que la Moldavie se dote d'un Président après la démission de Vladimir Voronine, entre septembre 2009 et mars 2012.

Le retour au mode de scrutin présidentiel était une demande forte des manifestants auquel le PSRM accordait un avis très favorable.

L'obsolescence rapide du système partisan en proie à une polarisation forte

Les résultats du scrutin confirment que le système partisan moldave se caractérise par une obsolescence politique rapide, avec des partis nombreux, jeunes et faiblement enracinés, constitués à partir de clivage remontant aux années 1990 et 2000.

Les clivages politiques n'ont pas seulement été travaillés par les questions sociales ou sociétales, mais aussi par l'orientation géopolitique, question essentielle pour la Moldavie il y a un quart de siècle comme aujourd'hui. De manière schématique, plus les partis sont proches de la Roumanie, plus ils sont considérés comme « à droite », plus ils sont favorables au développement de relations avec la Russie, plus ils sont considérés comme « à gauche ».

Dans ce cadre, la présidentielle a vu la très faible performance des élites politiques arrivées au pouvoir avec l'Alliance pour l'intégration européenne à l'occasion de ce qui a été appelée la « Révolution Twitter » de 2009 à Chisinau, la capitale. Parmi les candidats présents au premier tour, ni Iurie Leanca (3,1%), ancien Premier ministre (2013-2015) et centre-droit pro-européen, ni Mihai Ghimpu (1,8%), ancien Président par intérim (2009-2010) et membre du parti libéral, n'ont obtenu de résultats conformes à leur notoriété et à leur base électorale. Quant à Marian Lupu, ancien Président par intérim (2010-2012), ancien Président du Parlement (2005-2009 et 2010-2013) et autre candidat représentant le Parti démocrate (affilié au

Parti socialiste européen et à l'Internationale socialiste), il a décidé de se désister en faveur de la candidate de centre-droit Maia Sandu.

Au-delà du déclin des politiques issues de la précédente majorité de l'Alliance pour l'intégration européenne, il faut observer l'extrême polarisation des électors au 1er tour : Igor Dodon a failli l'emporter avec 48% des voix, mais la surprise est venue de la bonne tenue de la nouvelle venue Maia Sandu, avec 38,7% des suffrages. Les deux principaux candidats ont donc recueilli plus des trois quarts des scrutins dès le premier tour, laissant loin derrière leurs concurrents. Les préférences régionales déjà observées ont persisté : le Nord industriel et les régions à minorités comme la Gagaouzie et les villages bulgares (sud du pays) ont plutôt voté pour les candidats de gauche, tandis que le Sud et le Centre (Chisinau) ont plutôt voté pour les candidats de droite. On a aussi pu constater une très forte mobilisation de la diaspora derrière la candidature de Maia Sandu, à tel point que le stock de bulletins de vote a vite été épuisé dans plusieurs capitales.

Un affaiblissement du message européen pour un Président au pouvoir limité

Fin décembre 2016, quelques jours après son intronisation officielle, Igor Dodon a souhaité enlever des drapeaux européens des bâtiments officiels dont il a la charge, préférant assumer son orientation en faveur de la Russie de Vladimir Poutine.

Il est notable que ces élections marquent une forme de reflux de l'Europe en tant que thème de campagne. Les pro-européens n'ont pas mis en avant ce point autant que par le passé. Et l'époque n'est plus, comme lors des législatives de 2005, à se demander qui parmi les partis politiques est celui qui fait le plus campagne pour un rapprochement avec l'UE, et les valeurs européennes qui y sont accolées.

Ainsi, le candidat de gauche a tâché de récupérer au maximum les voix des minorités ethniques, toujours rétives à se voir disparaître au sein d'une « Grande Roumanie » que les partis unionistes (prônant la réunification entre la Roumanie et la Moldavie, comme avant la Seconde Guerre mondiale) appellent de leurs vœux. Toutefois, le combat pour les minorités sexuelles (LGBT) n'est pas le sien, mais le fruit d'une Europe qui essaie d'exporter ses valeurs « corrompues et décadentes ». Par contraste, loin de faire le choix de l'audace sociétale et de la laïcité, Igor Dodon a opéré un rapprochement avec l'Église orthodoxe (dépendant du Patriarcat de Moscou) pour mettre l'accent sur la défense des valeurs traditionnelles d'une société où la ruralité est une réalité importante. Diverses rumeurs ou fausses informations ont également circulé à l'égard de Maia Sandu au cours de la campagne, sur de

supposés soutiens auprès d'oligarques (Ilan Shor), son souhait d'accepter 30000 migrants syriens venus d'Allemagne ou sa vie privée.

L'origine de ce désamour entre l'opinion publique moldave et l'idée européenne apparaît très clairement : il est lié à l'affaire du « milliard volé » qui a entaché la réputation de l'Alliance pour l'intégration européenne à la fin de 2014. En effet, suite à un schéma de détournement de fonds impliquant trois banques moldaves et plusieurs dirigeants politiques, l'opinion publique ne peut que constater l'ampleur de la corruption sévissant dans le pays, qui a perdu à cette occasion l'équivalent de 12 % de son PIB. L'affaire n'a pas été sans conséquence politique puisqu'elle a mené à l'arrestation de l'ancien Premier ministre Vlad Filat, qui était le principal concurrent de l'autre grand oligarque du pays, Vlad Plahotniuc. En octobre 2016, selon les chiffres de l'Institut des politiques publiques de Chisinau, 84 % des sondés pensent que le pays va dans la mauvaise direction. En cas de référendum pour l'adhésion à l'Union européenne, presque autant s'affirment en faveur du oui (38 %) que du non (37,3 %), alors que 52,8 % voteraient pour l'intégration à l'Union économique eurasiatique (et 23,7 % contre).

Si Igor Dodon a fait du rétablissement d'un Partenariat stratégique avec la Russie l'un des premiers points de sa campagne électorale, cela ne signifie pas pour autant la fin de l'orientation européenne de la Moldavie. Il faut tout d'abord rappeler que le Président n'a pas de rôle dominant en Moldavie, dans la mesure où il s'agit d'un système parlementaire. N'ayant pas une majorité des députés ralliés à sa cause, le Président Dodon dispose d'un rôle symbolique fort mais avec des capacités politiques pour le moment limitées. Les élections législatives de 2018 devraient permettre d'éclaircir ce point, voire même plus tôt en cas de dissolution. Pour l'heure, le Président en est réduit à une cohabitation avec le Premier ministre Pavel Filip.

Par ailleurs, au-delà des éléments institutionnels, il convient de rappeler l'importance des structures parallèles du pouvoir, et notamment de l'oligarque Igor Plahotniuc, première fortune de Moldavie et dont l'impopularité atteint des records. En dépit d'un empire aux activités diverses (médias, finances...), il n'a pas été en mesure de se présenter lui-même, mais on lui prête le pouvoir de tirer étroitement toutes les ficelles du jeu politique moldave. Igor Dodon n'est donc ni institutionnellement dominant, ni même l'homme politique le plus influent en Moldavie.

La cohabitation entre le nouveau Président favorable à un rapprochement avec Moscou et le Parlement défendant l'intégration européenne montre combien le pays reste polarisé dans son orientation géopolitique.

Le principal défi du pays en termes de gouvernance concerne pourtant moins l'orientation géopolitique du pays que la question de la corruption, qui mine son développement. La condition carcérale, le pluralisme des médias, le trafic de personnes, les discriminations contre les Roms et les LGBT sont les autres défis en matière de Droits de l'Homme. L'orientation du nouveau Président et l'élection le décembre 2016 d'un nouveau Président en Transnistrie, entité séparatiste de l'Est de la Moldavie, Vadim Krasnosselski, ne suffiront pas à résoudre ce problème qui nécessite une forme de détente russo-américaine. Toutefois, les chances d'une reprise du conflit sont minces et la recherche d'une solution passera par la voie diplomatique.

Bélarus : l'opposition entre au Parlement... et après ?

Par **Anaïs Marin**, Marie Curie Fellow au Collegium Civitas, Varsovie (Pologne)

Une fois n'est pas coutume, les élections législatives bélarusses du 11 septembre 2016 ont créé la surprise : deux candidates « hors-système », dont une candidate déclarée de l'opposition, ont été élues. L'opposition revient donc à la Chambre basse du Parlement

après 12 ans d'absence. S'il faut se réjouir de cette incontestable, bien que modeste, avancée, on ne saurait se méprendre sur l'origine de ce changement qui, au final ne change rien à la manière dont le Bélarus est gouverné, le Parlement n'ayant qu'un rôle décoratif dans un régime autoritaire tel que celui d'Aliaksandr Loukachenka.

Ce résultat est, comme précédemment, le fruit d'une manipulation électorale, et non d'une quelconque démocratisation.

Bien qu'ils aient noté quelques progrès par rapport aux derniers scrutins présidentiels (2010, 2015) et législatifs (2012, 2008), les observateurs électoraux de l'OSCE ont dans l'ensemble évalué négativement les élections législatives biélorusses du 11 septembre dernier¹. Ce bilan n'est guère étonnant, le pays n'ayant adopté aucune des mesures recommandées depuis plusieurs années par l'OSCE et la Commission de Venise pour rendre le processus électoral plus juste et plus transparent. La Commission Électorale Centrale (CEC), présidée depuis 1996 par Lidia Yermoshina, s'est contentée d'apporter quelques retouches cosmétiques à l'organisation du scrutin.

En amont du vote, les mêmes entraves à l'expression d'un choix libre et informé des électeurs demeurent, du fait notamment des restrictions à la liberté de la presse. Les garanties procédurales de base qui pourraient protéger l'intégrité du vote et du décompte des voix sont inexistantes au Bélarus, notamment du fait de l'absence de liste électorale globale consolidée à l'échelle nationale. La possibilité d'inscrire de nouveaux votants sur les listes électorales jusqu'au jour même du scrutin fait peser sur le système de sérieux soupçons de vote multiple, tandis que le manque d'encadrement du vote anticipé et du vote mobile favoriserait le bourrage d'urnes. La fraude reste cependant difficile à prouver car les urnes ne sont pas transparentes et les observateurs rarement autorisés à consulter les registres de vote ou à approcher la table de dépouillement des bulletins – même si la CEC recommande que les observateurs ne soient pas relégués à plus de 3 mètres d'elle. La liste des irrégularités relevées par les observateurs impartiaux est longue, entachant sérieusement la légitimité du scrutin.

Des commissions électorales à la botte du régime

Au Bélarus le processus électoral reste entièrement sous le contrôle de l'appareil exécutif, du sommet – les membres de la CEC sont des fidèles du Président – jusqu'à la base. Pour ce scrutin 5971 bureaux de vote (dont 47 à l'étranger) ont été établis, servis par 65 856 membres de commissions électorales locales désignés pour l'occasion. Les partis

d'opposition ont présenté 514 candidats aux postes de membres de commission électorale locale (CEL). Seules 53 nominations (10 %) ont été acceptées, alors que le taux de sélection était de 89 % pour les membres présentés par des associations ou partis soutenant le régime. Aussi l'opposition n'occupait-elle que 0,08 % des sièges au sein des CELs – un chiffre *en baisse* par rapport aux dernières législatives². Outre cette absence de pluralisme dans les commissions, le fait que les fonctions y soient en général réparties selon la même hiérarchie que l'organisation professionnelle qui héberge le bureau de vote – école, gymnase, maison de la culture, usine – garantit au président de commission (directeur d'école, d'usine, etc., lui-même étroitement dépendant de l'administration locale, et donc du régime) une suprématie incontestée pour orienter la conduite du processus.

Enregistrement des candidats : un champ politique un peu plus ouvert

Les députés de la Chambre basse du Parlement sont élus au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Au scrutin de 2016 ont participé 484 candidats répartis dans 110 circonscriptions électorales. C'est plus qu'au cours des précédents scrutins, où dans plusieurs circonscriptions un candidat (pro-régime) se retrouvait seul à concourir. Les plaintes de l'opposition et les réserves des observateurs impartiaux au sujet des refus d'enregistrement (93 au total) concernent surtout l'application discrétionnaire d'un certain formalisme de la part des commissions électorales de district (CEDs), qui ont abusivement rejeté la candidature de plusieurs opposants pour des motifs assez futiles.

Rappelons que les observateurs n'ont pas accès à cette étape, assez opaque, du processus électoral, et que les tribunaux annulent rarement les décisions contestées. Toutefois les partis d'opposition qui souhaitent présenter des candidats – certains préféraient boycotter le scrutin, sans toutefois faire campagne en ce sens car la loi l'interdit – ont reconnu avoir dans l'ensemble pu le faire, ce qui contraste avec les précédents scrutins où de nombreux opposants ont été arbitrairement empêchés de concourir³. On notera cependant la faiblesse continue de la culture partisane au Bélarus : 85 % des candidats élus sont soit-disant « indépendants », car présentés par des groupes d'initiative, à savoir en général des collectifs de travailleurs, ou des associations

1. OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report – Republic of Belarus (Parliamentary Elections 11 September), Varsovie : ODIHR, 8 décembre 2016, URL : www.osce.org/odihr/elections/belarus/257436.
2. Anaïs Marin « The electoral trap : why the EU should think beyond Belarus's parliamentary election », *FIIA Briefing paper* n° 111, 11 septembre 2012.
3. Le taux moyen de refus d'enregistrement des candidats présentés par des partis d'opposition en 2016 est de 13,4 %. Calculs de l'auteur d'après les données communiquées dans le rapport préliminaire des observateurs de « Droit de Choisir-2016 » (une initiative portée par les 8 principaux partis et mouvements d'opposition du pays) publié en ligne par le Front Populaire Biélorusse (BNF), 16 septembre 2016, URL : <http://narodny.org/english/?p=765>.

pro-gouvernementales comme *Belaya Rus'* ou BRSM (Union Bélarusse Républicaine de la Jeunesse). Ces mêmes organisations ont aussi nommé les trois quarts des quelque 32 000 observateurs nationaux accrédités par la CEC.

Campagne électorale : des conditions inéquitables, mais sans violence policière

Au Bélarus les élections, en particulier législatives, passent traditionnellement inaperçues, notamment lorsqu'elles se tiennent en septembre au moment de la récolte des pommes de terre : la campagne, qui a officiellement débuté le 11 août, s'est tenue pendant les vacances d'été et a peu attiré l'attention des médias et du public. Un amendement de 2013 à la loi électorale a supprimé le financement public de la campagne, remplacé par la diffusion gratuite à la télévision et la radio publiques d'un spot de campagne de 5 minutes par candidat, et la possibilité de participer à un débat télévisé (seuls 38 candidats ont saisi cette opportunité de se faire connaître).

En principe, les journaux locaux devaient offrir à chaque candidat se présentant dans leur région la possibilité de publier gratuitement son programme. Cette règle a été diversement contournée dans plusieurs circonscriptions afin de limiter la diffusion des programmes de l'opposition. Les candidats pro-régime ont bénéficié des ressources administratives mises à la disposition de leur campagne par les autorités locales. Malgré ces iniquités, les candidats d'opposition estiment que leur droit de faire campagne a été moins entravé que par le passé. Peu de cas de censure ont été rapportés. Surtout, les

manifestations organisées par l'opposition, par exemple contre la construction de la centrale nucléaire d'Astravets, n'ont pas été réprimées. Cependant la couverture médiatique des élections est clairement en faveur du régime : d'après l'OSCE les chaînes de télévision d'État ont consacré 82 % de leur temps d'antenne politique à couvrir les faits et gestes du Président Loukachenka, 17 % à la présidente de la CEC, contre seulement 1 % consacré à couvrir la campagne des candidats eux-mêmes.

Le vote anticipé dans le collimateur des observateurs

Une spécificité répandue en ex-URSS est la possibilité de voter durant les 5 jours qui précèdent le scrutin. Légitime lorsqu'elle s'adresse aux personnels d'astreinte le dimanche du vote (médecins urgentistes, policiers, etc.), cette mesure l'est moins lorsqu'elle s'applique à tous et sans besoin de justification, comme au Bélarus. Elle fait peser de sérieux doutes sur l'intégrité du scrutin lorsque les autorités incitent, voire forcent certains électeurs – étudiants, militaires, personnels de l'administration locale – à voter prématurément. Et ce d'autant plus si l'urne utilisée pour le vote anticipé est conservée dans des conditions de sécurité qui ne garantissent pas un possible bourrage. La loi prévoit que seuls deux des membres de la CEL doivent être présents durant le vote anticipé ; les observateurs sont désormais autorisés à l'observer, mais seulement durant les heures d'ouverture du bureau de vote : durant les pauses et la nuit, l'urne, sommairement scellée, est sous la seule surveillance d'un policier.



© Marco Fieber, Licence CC

Panneau appelant à voter aux élections parlementaires de 2016

Ces éléments peuvent tous faciliter des malversations (pression sur les électeurs, vote de groupe, carrousel), voire la fraude électorale (bourrage d'urne, remplacement de bulletins par d'autres durant la nuit), d'autant plus que les chiffres sur le nombre de votants ne sont pas publiés au jour le jour, et que les

résultats finaux par circonscription ne précisent pas combien de bulletins non-utilisés chaque CEL a, en principe, restitués. Comme en 2015, les observateurs ont identifié des écarts significatifs entre la participation annoncée à la clôture quotidienne du vote anticipé et le nombre d'électeurs que les observateurs

ont comptabilisés dans les bureaux de vote⁴. Alors que la CEC a annoncé une participation de 31,3 % durant le vote anticipé (+ 5 points par rapport à 2012), et 74 % sur l'ensemble de l'élection, les observateurs estiment que la participation réelle a souvent été inférieure à 50 %, ce qui aurait dû conduire à l'invalidation du scrutin dans plusieurs circonscriptions.

Dépouillement: rapidité et opacité

Dans un quart des bureaux de vote et des CEDs où ils les ont observés, les observateurs de l'OSCE ont évalué négativement le décompte des voix et la tabulation des résultats. 27 % d'entre eux ont rapporté avoir été empêchés dans leur observation de ces étapes clés du processus. Ce manque de transparence, allié à la manière expéditive avec laquelle les membres des commissions électorales locales procèdent traditionnellement au dépouillement au Bélarus, ne satisfait pas les critères internationaux de décompte fiable et honnête des voix. Des pratiques douteuses demeurent souvent, comme la pré-signature des protocoles, le fait qu'ils soient remplis au crayon, ou que les résultats détaillés et ventilés ne soient pas rendus publics.

La CEC a annoncé les résultats avant que tous les bulletins aient été dépouillés, et plusieurs CEDs ont terminé leur travail avant le délai légal de 3 jours durant lequel peuvent être soumises des plaintes. Seuls les candidats sont autorisés à demander le recomptage des voix ou l'invalidation des résultats, dans le district où ils se présentent. Ces requêtes, comme les plaintes déposées par de simples électeurs, ont été ignorées ou déboutées de manière souvent inconsistante par la CEC.

Pourquoi l'opposition est entrée au Parlement ?

Le profil de la Chambre basse du Parlement bélarusse issue des élections du 11 septembre 2016 reste globalement inchangé, bien qu'on note une claire féminisation (la part des députées passant de 15 à 35 %) et un certain roulement : seuls 28 des députés sortants se représentaient (et 27 d'entre eux ont été réélus). Au final, 93 des 110 élus sont en théorie des « indépendants » sans affiliation partisane (mais 73 sont membres de *Belaya Rus'*), et 15 sont affiliés à des partis ouvertement pro-gouvernementaux, dont 8 au Parti Communiste. Quant aux candidates « hors-système », il est intéressant d'examiner les conditions et les possibles raisons de leur élection.

La jeune femme d'affaires Hanna Konopatskaya, représentant le parti d'opposition OGP (Parti Civique Uni) a créé

la surprise en réunissant 59,7 % des voix alors qu'elle se présentait dans la même circonscription (n°97, Minsk) que Tatsiana Karatkevitch, du mouvement citoyen *Govori Pravdu* (Dis la vérité), figure mineure mais connue de l'opposition car ce fut la seule qui put se présenter aux présidentielles de 2015. Beaucoup d'analystes soupçonnent que la victoire de Konopatskaya a été orchestrée de manière à diviser l'OGP (qui, d'ordinaire, ne reconnaît pas les « élections » bélarusses) et d'évincer Karatkevitch. Engagée à appliquer le programme « 1 million de nouveaux emplois » de son parti et à incarner les attentes de l'opposition, Konopatskaya aura probablement une influence limitée : le fait que plusieurs membres de sa famille soient aussi de (riches) entrepreneurs en fait une personnalité vulnérable dans un régime qui utilise la lutte anti-corruption pour évincer ses adversaires politiques.

Quant à Aliona Anisim, élue avec 40 % des voix dans la 70^e circonscription (région de Minsk) – à la faveur du désistement inattendu du candidat pro-régime – elle a publiquement rejeté l'étiquette de membre de l'opposition. Elle est pourtant assez critique de la politique du gouvernement et a dénoncé le caractère non-démocratique des élections. Vice-présidente de la Société de la Langue Bélarusse, c'est une personnalité de l'intelligentsia bélarusse. Son activisme en faveur de la langue bélarusse lui vaut le soutien de l'opposition nationaliste – jusqu'à récemment honnie par le régime.

Explications et implications

Dans le contexte géopolitique actuel, tendu du fait du conflit russo-ukrainien, l'entrée d'Anisim au Parlement peut être vue comme un signe de défiance en direction de Moscou : alors que les médias russes reprochent au régime Loukachenka son inaction face à la soi-disant montée, depuis l'annexion de la Crimée en 2014, d'un sentiment « anti-russe » au Bélarus, l'élection d'une nationaliste modérée illustrerait l'engagement du régime à soutenir la « bélarussianisation » du pays.

L'élection d'une candidate de l'opposition fait, quant à elle, office de geste de bonne foi en direction de l'Occident à un stade où le régime s'efforce d'œuvrer à la normalisation de ses relations avec Bruxelles et Washington. Elle a plusieurs implications. Tout d'abord, les gouvernements et les parlements des pays membres de l'UE, ainsi que le Parlement Européen, vont devoir prendre acte de ce « progrès ». Cela devrait logiquement les conduire à reconnaître le Parlement bélarusse comme légitime, ouvrant la voie à l'entrée de députés bélarusses dans Euronest,

4. Voir les rapports d'observation de Michael Murphy et Juljan Jahovich (National Democracy Institute) publiés en ligne dans *Belarus Digest* : « Early vote period », 11 septembre 2016, et « Conduct and outcomes », 21 septembre 2016, URL : www.belarusdigest.com

l'assemblée interparlementaire du Partenariat Oriental de l'UE, voire dans l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE) – si toutefois le régime s'engage à respecter un moratoire sur la peine de mort.

Sur ce point comme sur d'autres, il faut rester vigilant : tant que le régime

bélarusse dénigrera les droits de l'Homme, pratiquera la fraude électorale, et empêchera l'autonomisation de la société civile et le rééquilibrage des pouvoirs institutionnels, il ne pourra que laisser croire qu'il est prêt à se démocratiser, ce qui n'apparaîtra jamais comme sincère.

Les élections législatives russes de 2016, quels résultats pour quelles conséquences ?¹

Par **Camille Coatalem-Serikoff**

Le parti de Vladimir Poutine, Russie unie, remporte, sans surprise, la majorité à la Douma, la chambre basse du Parlement russe, lors des élections législatives du 18 septembre 2016, avec 54,19 % des voix. Ces élections permettent, non seulement, de légitimer le pouvoir actuel, mais contribuent aussi à la mise en place d'une nouvelle stratégie du Kremlin pour les élections présidentielles de 2018.

Les manifestations de 2011, le tournant contestataire de la société civile

La période 2004-2008 est caractérisée par un optimisme national lié à la croissance économique générée par la rente énergétique. Cependant, depuis la crise économique de 2008, le gouvernement a perdu le soutien et la confiance de la classe moyenne. La désillusion est grandissante à partir de 2009 où on assiste à un manque de confiance dans l'efficacité des autorités suite au « choc » de la crise économique de 2008. En 2011, lors des précédentes élections législatives d'importantes contestations et mobilisations citoyennes contre les fraudes électorales et la corruption, ont eu lieu, une première à cette échelle. La police de Moscou avait estimé 5 000 manifestants, mais l'opposition a avancé des chiffres allant de 50 000 à 80 000 personnes. La contestation ne s'est pas limitée à la capitale. Des centaines de personnes avaient manifesté dans plusieurs villes de l'Extrême-Orient russe et en Sibérie. Les manifestants étaient au moins 1 500 à Vladivostok, le même nombre à Tomsk, en Sibérie, et entre 2 000 et 3 000 à Tcheliabinsk, dans l'Oural, selon des militants de l'opposition. Des rassemblements ont été rapportés dans

de nombreuses autres villes de Russie. A Saint-Pétersbourg, la police a évalué à 10 000 le nombre de manifestants rassemblés samedi. Un des leaders de l'opposition libérale de l'époque, l'ancien ministre Boris Nemtsov (*Le Monde*, 10 décembre 2011), avait souligné que la mobilisation avait lieu dans 90 villes de Russie. Inquiété par ces mobilisations de grande ampleur et afin de garantir la stabilité du régime, le Kremlin opère, à l'époque, un tournant autoritaire et conservateur (répressions ciblées, discrétisation de l'opposition, pressions sur les médias, mise en avant des valeurs conservatrices, etc.).

Les élections législatives de septembre 2016

L'annexion de la Crimée (18 mars 2014) a permis à Moscou de réaffirmer sa puissance militaire et stratégique dans l'espace post-soviétique, et cela a été favorable à la montée du patriotisme. La population a été très sensibilisée par le discours anti-occidental et anti-libéral du pouvoir. Bien qu'aujourd'hui cette euphorie s'estompe et que la société russe donne des signes de fatigue et d'apathie (faible mobilisation plus sur les questions de politique étrangère Ukraine/Syrie), l'effet politique de l'annexion de la Crimée, et la recherche de stabilité par les Russes, ont assuré au parti Russie unie une large victoire aux élections législatives de septembre 2016. Le parti a remporté plus de 54 % des suffrages, soit 343 sièges sur 450 à la Douma, c'est-à-dire la majorité constitutionnelle. Le pouvoir a cherché à prévenir la répétition du scénario de 2011, ce qui a limité l'intérêt des fraudes le jour des élections (*voir schémas*). À Moscou et à Saint-Pétersbourg les falsifications ont été très limitées. Un arrondissement de Moscou a été remporté par le Parti communiste et dans les régions d'Irkoutsk, d'Oulianovsk et de Mari El le parti Russie unie est perdant. Les résultats de Russie unie pourraient être plus élevés, mais le parti n'a pas présenté de candidat dans 19

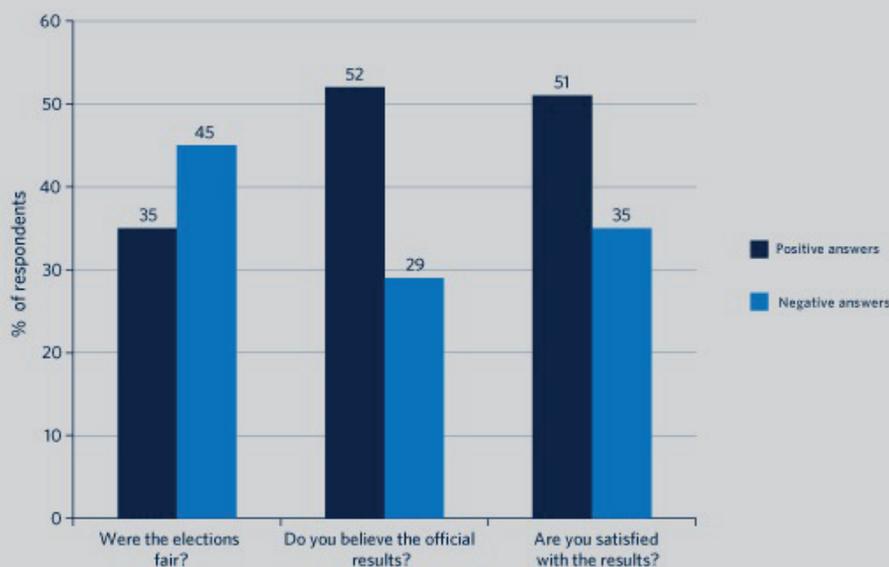
1. Article en partie issu d'une prise de notes lors d'une table-ronde à l'Institut français des relations internationales, autour d'Igor Bouanine et Alexeï Makarkine, président et vice-président du Centre de conjoncture politique.

districts, en raison de nombreuses alliances conclues avec d'autres forces politiques. Le Kremlin a même toléré une représentation plus significative de l'opposition, à condition qu'elle ne mette pas en danger la stabilité générale du régime. Les irrégularités les plus significatives (manipulations des taux de participation et des résultats) se sont concentrées dans quelques régions spécifiques – Caucase du Nord, région de la Volga et oblast de Kemerovo.

Cependant, le chiffre le plus important n'est pas celui du nombre de sièges obtenu par Russie unie, c'est celui de la participation, comme le souligne Alexeï Navalny (homme politique et opposant de V. Poutine), dans une interview accordée à la revue *Politique Internationale*. Officiellement, celle-ci est de 47,8 %, mais en réalité, elle n'a été que de 36,5 %. Quelque 11 millions de bulletins

auraient été ajoutés pour gonfler les chiffres. Il s'agit du taux de participation le plus bas jamais enregistré lors d'élections en Russie. Dans les grandes villes, le nombre de votants a été encore plus bas : à Saint-Pétersbourg, seuls 20 % des inscrits se sont déplacés ; à Moscou, à peine davantage. Si l'abstention a été aussi importante, c'est parce que les gens ont perdu espoir dans l'impact de leur vote et que le régime n'a pas su mobiliser. Ce faible taux de participation traduit l'apathie qui touche la population. Le soutien de la population au gouvernement se réduit, bien que selon un dernier sondage, 63 % des Russes souhaitent la réélection de V. Poutine aux prochaines élections présidentielles russes (*Polit.ru*, 16 novembre 2016).

Figure 2. Attitudes Toward Unfair Elections



Source: "Rossiyane ob aktsiyakh protesta i proshedshikh vyborakh" [Russians' opinions on protest actions and past elections], Levada Center.

© Levada Center

L'opposition parlementaire

À l'exception du parti Libéral-Démocrate de Russie (LDPR), les partis de l'opposition parlementaire affichent des résultats bien inférieurs aux élections de 2011. Voter pour LDPR est devenu, pour les électeurs, un moyen de contester la politique du gouvernement, sans renier pour autant V. Poutine. Le score de ce parti a affiché une hausse remarquable, non seulement en Extrême-Orient, où il était déjà bien implanté, mais aussi à Moscou. En contrepartie de leur « loyauté » envers Russie unie, les trois partis « de l'opposition systémique » ont obtenu la moitié des postes de présidents des comités parlementaires, ce qui leur confère une plus grande capacité de lobbying (par exemple, le LDPR a pris la tête du Comité des affaires

internationales et de celui de l'Industrie, tandis que Russie juste a obtenu le Comité des marchés financiers). Les candidats de Russie unie ont, certes, bénéficié du soutien financier et médiatique des autorités, mais les élections à un seul tour ont, aussi, empêché la formation d'alliance entre les candidats de l'opposition à l'issue du premier tour. En effet, les partis d'opposition n'ont pas franchi le seuil électoral nécessaire à l'entrée à la Douma. Les faibles résultats obtenus par les présidents de labloko et de PARNAS, G. Iavlinski et M. Kassianov, prouvent que ces leaders n'ont plus aucune autorité morale. Le Parti du Progrès (considéré comme le principal parti d'opposition, présidé par Alexeï Navalny) n'a pas pu se présenter, car il a perdu en avril 2015 la possibilité de s'enregistrer. Ayant contesté l'annexion de la Crimée, ces

partis ont perdu le soutien d'une partie de l'électorat qui les avait pourtant soutenus en 2011. En outre, la classe moyenne, souvent constituée de fonctionnaires ou de salariés d'entreprises publiques, craint la déstabilisation et cherche la protection auprès de l'État. Cela peut expliquer, en partie, le désintérêt pour les partis contestataires. Alors qu'en

2011, 30 % de la population aspirait à des réformes libérales sur le modèle occidental, cette frange ne représente aujourd'hui plus que 10 %. Les élections législatives de 2016 n'ont pas permis de percée de l'opposition, qui devra attendre une nouvelle élection pour faire valoir ses idées.



© Andrew Amerikov, Licence CC

Un bureau de vote à Sochi

Le renouvellement des élites dirigeantes, une stratégie de transition du Kremlin

Ces derniers mois, les nombreux changements au sein du gouvernement semblent être interprétés comme un signal fort pour ce qui peut être attendu dans la politique russe dans les années à venir. L'ancien Président de la Douma, Sergueï Narychkine, a été transféré à la tête des renseignements extérieurs de Russie en septembre 2016. Plus tôt déjà, en août 2016 (*Russia beyond the headlines*, 16 août 2016), le président russe Vladimir Poutine a remplacé son chef de cabinet expérimenté Sergueï Ivanov par Anton Vaino, un homme politique russe peu connu. Dernièrement, le ministre de l'Économie russe Alexeï Oulioukaev, a été arrêté pour extorsion de fonds. Le président V. Poutine l'a démis de ses fonctions «pour perte de confiance». Selon différents experts (*Libération*, 15 novembre 2016), il pourrait s'agir d'un règlement de comptes entre différents clans au pouvoir, ou de la poursuite d'un grand «nettoyage» entamé par V. Poutine pour renouveler les élites dirigeantes. En effet, la réduction des ressources économiques, les incertitudes géopolitiques et le renouvellement de l'idéologie favorisent la «guerre des élites» et «un jeu de chaise musicale». V. Poutine promet des membres de la nouvelle génération, des gens de 40 ou 50 ans, qui pourront acquérir de l'expérience, former

leurs équipes et se faire accepter du grand public. Ces restructurations au sein des élites s'expliquent par la nécessité de placer des technocrates loyaux au sommet de l'État et nommer des figures politiques influentes à des postes jugés moins «sensibles» pour rééquilibrer les rapports de force. C'est de cette nouvelle élite que dépendront la stabilité et la continuité après le départ de V. Poutine. Un des changements les plus marquants a été la nomination de Viatcheslav Volodine, qui s'occupait jusque récemment de la politique intérieure au sein de l'administration présidentielle, au poste de Président de la Douma en septembre 2016. Cette nouvelle fonction fait de lui la quatrième personne la plus importante dans la hiérarchie officielle du Kremlin. Selon V. Inozemtsev², on peut s'attendre au tournant des élections de 2024, à voir l'émergence d'un véritable successeur. V. Volodine pourrait être cette personne. Héritier idéal de V. Poutine, il est plus jeune que la plupart de ses pairs au sein de l'élite et est considéré comme un parfait manager politique. Fidèle au Président depuis 17 ans, il n'est pas seulement un excellent bureaucrate, mais possède une expérience solide dans la politique. Venant d'une petite ville Saratov (région de la Volga) et pourra facilement obtenir le soutien des électeurs provinciaux.

Comme le souligne A. Kolesnikov (*Carnegie.ru*, 6 septembre 2016), depuis l'arrivée de V. Poutine au pouvoir, son taux de popularité a presque toujours dépassé

2. V. Inozemtsev, «Duma Elections and the Future of Russian Politics After Putin», Jamestown Foundation, *Eurasia Daily Monitor*, vol. 13, n°150, 19 septembre 2016.

60 % (voir schémas). Sa popularité était très forte en septembre 2008, après la guerre en Géorgie, s'élevant au-dessus de 80 %, alors qu'elle est tombée à 63 % en 2011. Il aura fallu attendre l'annexion de la Crimée

en mars 2014, pour que sa cote gagne 20 points. Ce degré de personnalisation du pouvoir demandera au successeur de V. Poutine d'être capable d'incarner le pouvoir de manière tout aussi forte et ferme.

Figure 1. Popular Approval Ratings for Russian Government Policies



© Levada Center

Quelles perspectives s'ouvrent à la Russie ?

La réduction des ressources économiques de l'État entraînera une concurrence entre les nouveaux députés, qui devront négocier l'obtention de financements pour leurs régions avec le Kremlin. Selon un expert russe du Centre des technologies politiques, la stabilisation financière sera une priorité au plan intérieur. Le pays va au devant d'une stagnation économique, voire d'une récession. Le mécontentement social de différents groupes s'accumule progressivement. Le gouvernement sera amené à prendre des mesures sociales impopulaires, comme l'augmentation de l'âge de la retraite ou des licenciements de fonctionnaires. Le rôle de l'État dans l'économie pourrait encore croître. À l'horizon 2020-2022, l'épuisement des ressources conduira à la recherche d'un nouveau modèle dont la nature est aujourd'hui imprévisible.

Il y a peu de chance pour que les élections présidentielles russes de 2018 soient anticipées, comme l'ont laissé sous-entendre certains médias russes. Pour V. Inozemtsev, V. Poutine se représentera très certainement en mars 2018³. Il a modifié la constitution en 2006

de façon à pouvoir rester au pouvoir après ses 66 ans. On peut penser que la participation de G. Yavlinski aux élections, qui incarnera symboliquement l'Occident, transformera ce vote en un plébiscite pour V. Poutine. Mais avec les récentes élections législatives, V. Poutine a la preuve de sa popularité, qui sera, probablement, toujours « intacte » dans un an et demi pour les élections présidentielles. Cependant, il est difficilement envisageable qu'il puisse se présenter pour un cinquième mandat. Vers le milieu de son 4^e mandat (2021-2022), on peut prévoir que la consolidation des élites se fissurera et que la « lutte pour le trône » déstabilisera inévitablement la société. Cette dernière tient à la stabilité et ne voit aucune alternative à Poutine. Elle n'est pas prête à de grandes mobilisations ni à de grands sacrifices. On peut penser que l'agenda interne qui supprime aujourd'hui progressivement la politique étrangère créera des risques pour le système à moyen-terme.

3. *Ibidem*.

Les élections législatives géorgiennes ou la politique désenchantée

Par **Silvia Serrano**, maître de conférence à la faculté de droit de l'Université d'Auvergne et chercheur au Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre-européen à l'EHESS

Les élections législatives, dont les deux tours se sont tenus les 8 octobre et 30 octobre 2016, ont confirmé que le système politique de la Géorgie restait plus ouvert et plus libre que celui de la plupart des États postsoviétiques, et notamment de ses voisins immédiats, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Elles n'en témoignent pas moins de problèmes structurels, dont certains sont propres à cet espace régional tandis que d'autres renvoient à des tendances plus globales.

Des élections libres et pluralistes

Les élections parlementaires étaient les neuvièmes élections parlementaires depuis l'indépendance. Les 3,5 millions d'électeurs étaient amenés à élire 150 députés, 77 selon une représentation proportionnelle sur listes de partis, 73 sur des scrutins nominaux dans une circonscription. Les enjeux étaient particulièrement élevés depuis que des amendements constitutionnels entrés en vigueur en 2013 ont transformé la Géorgie en République semi-présidentielle, un système dans lequel le Premier ministre, élu par le Parlement, a plus de poids que le président.

L'importance du scrutin et l'âpreté de la compétition expliquent la présence massive d'observateurs géorgiens et internationaux. Près d'une centaine d'organisations géorgiennes ont ainsi été accréditées par la Commission électorale centrale (CEC), ainsi que 54 organisations internationales. Le bureau des Institutions démocratiques et des Droits de l'homme de l'OSCE (ODHIR), l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et 80 États ont ainsi envoyé des missions officielles d'observation. Ces observateurs ont globalement jugé les élections équitables, même s'ils ont pu émettre des réserves concernant par exemple les médias, les incidents qui se sont produits durant la campagne ou durant le scrutin n'étant

pas de nature à changer les résultats¹.

L'offre partisane était diversifiée. Trente-six partis ont été autorisés à participer au processus, séparément ou en formant des alliances. La CEC n'a pas entravé l'enregistrement des partis en fonction de leur ligne politique, et plusieurs formations explicitement ou non pro-russes ont été autorisées à concourir, y compris un parti communiste se revendiquant comme stalinien ou un parti (l'Autorité du peuple) dont l'un des leaders s'était enfui en Russie après la « révolution des roses » de 2003. Même si l'équipe sortante était favorite, les jeux n'étaient pas joués d'avance et la compétition était ouverte. Les élections précédentes, en 2012, s'étaient soldées par la défaite des partisans de M. Saakachvili, et la première relève issue des urnes depuis l'indépendance. L'un des enjeux était donc l'institutionnalisation de l'incertitude électorale.

La compétition s'est concentrée autour de la rivalité entre les deux principales forces en présence, d'une part, la coalition autour du Mouvement national unifié (MNU), le parti de M. Saakachvili mené par l'ancien président du Parlement Davit Bakradze, et d'autre part, le parti au pouvoir, Rêve géorgien-Géorgie démocratique, mené par Guiorgui Kvirikachvili, le Premier ministre sortant. Le Rêve géorgien est apparu comme le grand vainqueur, avec 49,65 % des suffrages contre seulement 27,11 % pour le Mouvement National Uni. Il détient désormais 115 des 150 sièges². Contrairement au récit enchanté que ses partisans diffusent en Europe et aux États-Unis, une large majorité des Géorgiens portent un regard très critique envers le bilan des mandats de M. Saakachvili, lui reprochant sa brutalité tant en matière économique que politique. La défaite n'a donc surpris personne si ce n'est les principaux intéressés, manifestement trop déconnectés de la société géorgienne pour saisir l'ampleur de leur impopularité. Mais son score non négligeable montre que le parti répond à une demande et a une assise certaine.

Une forte concentration du pouvoir

Ces résultats sont toutefois porteurs de plusieurs menaces. Le principal risque est celui d'une très forte concentration du pouvoir. Si dans le Parlement élu en 2012, le Rêve géorgien avait 85 sièges et le MNU 65, le déséquilibre est désormais beaucoup plus marqué. De plus, outre les deux poids lourds, une seule formation est parvenue à atteindre le

1. Voir le rapport de l'International Foundation for Electoral Systems, 5 octobre 2016, URL : <http://www.ifes.org/faqs/elections-georgia-2016-parliamentary-elections>

2. Voir le site de la Commission électorale centrale, URL : <http://cesko.ge/eng>

seuil des 5 % requis pour entrer au Parlement. Tous les autres partis ont été éliminés. Certains partis généralement qualifiés de libéraux et pro-occidentaux, formés d'anciens partisans du MNU ralliés au Rêve Géorgien en 2012, n'ont désormais plus aucun député. C'est notamment le cas du parti Républicain (1,5 %) et des Démocrates libres de l'ancien ministre de la Défense de M. Saakachvili Irakli Alasania (4,6 %), qui faute d'être parvenus à s'unir, n'ont pu atteindre les 5 %. Le Parlement est ainsi privé de certains des hommes et femmes politiques les plus compétents et les plus respectés à l'étranger, tels le président du Parlement sortant David Oussoupachvili. Le MNU, enfin, a été considérablement desservi par la posture extrêmement clivante de M. Saakachvili, qui, de son poste de gouverneur d'Odessa, semblait chercher à transformer le suffrage en un plébiscite en sa faveur, sapant la légitimité du processus électoral et menaçant de revenir pour changer le régime au cas où le MNU n'en sortait pas victorieux, puis appelant les élus à refuser de siéger. De la sorte, il a considérablement fragilisé le seul parti qui aurait pu devenir un parti d'opposition crédible. Incapable de se débarrasser d'une figure politique controversée qui n'a pas voulu choisir entre l'engagement politique en Ukraine ou en Géorgie, le MNU s'est déchiré dans la période post-électorale. En janvier 2017, le parti se scinde, des poids lourds de l'équipe Saakachvili créant leur propre formation.

Absence de pluralisme oligarchique

Un second problème tient à la fragmentation et à l'instabilité du système partisan. Certains partis jouissent certes d'un ancrage dans la vie politique géorgienne, tel le Mouvement démocratique de l'ancienne présidente du Parlement Nino Bourdjanadze, le parti Travailleuse de Chalva Natelachvili ou le parti Républicain. Néanmoins, aucun des groupes arrivés au pouvoir lors des huit élections parlementaires qui se sont tenues entre 1992 et 2016 n'existait durant le cycle précédent³. Le MNU avait vu le jour en 2001, le Rêve géorgien en 2012 dans la perspective des élections. La plupart des formations restent des alliances conjoncturelles et instables autour d'une personnalité charismatique, à l'image du parti créé par le chanteur d'opéra Paata Bourtchouladze. La compétition partisane s'assimile ainsi à une rivalité entre personnalités jouissant de leur charisme, de leurs soutiens étrangers, ou de leurs fonds propres pour se constituer des clientèles. Si une telle configuration n'est nullement spécifique à la Géorgie, la personnalité des deux principaux protagonistes rend celle-ci paradigmatique. D'un côté, un homme qui sait

jouer des ressorts de la communication pour s'assurer des soutiens internationaux. De l'autre, un homme d'affaires enrichi en Russie dans les années 1990 et disposant d'une fortune telle qu'elle lui permet d'imposer tout projet personnel. Si dans l'ensemble des États issus de l'URSS les oligarques ont un poids considérable dans le jeu politique, la donne géorgienne se caractérise par une absence de pluralisme oligarchique. Même si B. Ivanichvili a tenté d'intervenir moins directement dans l'arène politique que par le passé, le risque du patrimonialisme est élevé dans un petit pays à la population appauvrie. Avec le contrôle du Parlement, ce sont tous les leviers du pouvoir qui sont désormais concentrés en ses mains.

Montée du populisme anti-libéral

L'offre programmatique est en réalité plus homogène que ne le laisserait croire le nombre important de partis en lice. Il y a un consensus chez les principaux d'entre eux sur la nécessité de déréguler l'économie, de baisser les impôts, de faciliter l'implantation des entreprises étrangères par la libéralisation de la législation. Les principales divergences portent sur les orientations de politique étrangère et sur la dichotomie Russie-Occident, en tant qu'elles engagent l'identité du pays. Toutefois, les positions du Mouvement national unifié et du Rêve géorgien sont en réalité assez proches. La politique menée par ce dernier depuis 2012 a permis de poursuivre le rapprochement avec l'Union européenne.

Les élections sont ainsi marquées par un écart entre les thèmes débattus au sein de la classe politique et les priorités de la population, dont toutes les études montrent qu'elles portent sur le niveau de vie, l'accès à l'emploi, aux soins et à l'éducation. L'incapacité des gouvernements à faire face à ces attentes entraîne un désenchantement envers le politique, qui s'est traduit par un taux de participation (51 %) en baisse par rapport aux élections antérieures (8 % de moins).

La connexion entre le libéralisme politique et un néo-libéralisme économique aux effets ravageurs sur la population entraîne un discrédit de plus en plus marqué pour le premier. Le consensus parmi les grands partis sur les orientations de politique économique a en outre contribué à déplacer le débat politique autour des questions sociétales et identitaires. Il est dès lors peu surprenant qu'une offre politique qui combine promesses de redistribution, protectionnisme, conservatisme et valorisation des valeurs nationales rencontre un écho. La troisième formation à entrer au Parlement avec six députés, l'Alliance des patriotes menée par David Tarkhan-Mouravi, s'inscrit dans ce populisme anti-libéral. Diffusant sur la chaîne de télévision contrôlée

3. Levan Lorkipanidze, « Parliamentary Elections in Georgia », site de la Fondation Heinrich Boell, 14 octobre 2016, URL : <https://eu.boell.org/en/2016/10/14/parliamentary-elections-georgia>

par son chef des discours anti-immigrés, nationalisme génétique, glorification de l'Église orthodoxe nationale et de l'histoire mythifiée, elle séduit certains groupes, tels les anciens combattants, marginalisés par les politiques d'occidentalisation autoritaires de M. Saakachvili, qui tiennent là leur revanche.

L'absence d'un parti qui puisse concilier la promesse d'une plus grande équité et

un attachement aux libertés individuelles témoigne de l'affaissement des valeurs attachées à la démocratie. De ce point de vue, le dernier scrutin géorgien entre bien en résonance avec des tendances à l'œuvre dans l'ensemble de l'Europe.

Ouzbékistan, changements à la marge ou en profondeur ? Quel sera le degré de continuité assumée ?

Par **Catherine Pujol**, professeur d'histoire et de civilisation de l'Asie centrale à l'INALCO, Directrice régionale de l'IFEAC à Bichkek

L'Ouzbékistan, pays d'Asie centrale de plus de 31 millions d'habitants a un nouveau président depuis le 5 décembre 2016, Chavkat Mirziyoyev, âgé de 59 ans, originaire de la région de Djizak, proche de l'ancien président.

Élu avec 88,69 % des suffrages exprimés, l'homme qui fut depuis 2003 premier ministre du défunt Islam Karimov, au pouvoir depuis 1990 et dont les obsèques ont eu lieu le 3 septembre dernier, n'est sans doute pas arrivé à ce score par hasard, étant parvenu à s'imposer comme le plus apte à assurer la continuité d'un pouvoir fort dans un pays clé pour la stabilité régionale, comptant 35 % de la population ayant moins de dix-huit ans et situé aux portes de l'Afghanistan.

Retour sur une transition nette, à défaut d'être transparente.

Avec le recul, quoi de plus évident pour un pouvoir réputé particulièrement autoritaire que d'avoir mis en place les conditions d'une succession sans équivoque par-delà les nombreuses conjectures des observateurs internationaux, toujours alarmistes et l'existence incontestable d'autres candidats potentiels.

Le déroulement des événements depuis l'entrée aux urgences d'Islam Karimov pour hémorragie cérébrale le 29

août jusqu'à l'annonce officielle de son décès le 2 septembre semble donc avoir été parfaitement maîtrisé¹: éviter d'annoncer le décès précisément le jour de l'indépendance, le reculer d'un jour ou deux, le temps de terminer les « préparatifs des funérailles », et de donner un gage d'islamité en annonçant les obsèques officielles le lendemain du décès, organiser vigoureusement la transition, car la solution strictement constitutionnelle (l'intérim du président de la Chambre Haute du parlement, Nigmatullah Yuldashev) n'a pas semblé suffisamment la sécuriser.

Tout comme a été maîtrisée la séquence présentant la défection d'un Nigmatullah Yuldashev « trop impressionné par la tâche », après quelques jours d'exercice, jusqu'à la fin de la période de présidence par *interim* de Mirziyoyev au cours de laquelle il s'est taillé une stature de président du changement dans la continuité, rendant par des moyens qui échappent aux regards extérieurs, les prétentions des challengers inaudibles. Son élection qui montre en apparence que rien n'a été laissé au hasard a refermé pour un temps la porte des incertitudes qui planaient depuis des années sur ce pays dans la perspective d'une transition politique jugée incertaine. Elle mettait aux prises plusieurs prétendants, dont la fille aînée du président Karimov, Gulnara Karimova, pourtant préalablement sortie du jeu par son propre père depuis 2013 et dont la rumeur de son empoisonnement a bruissé quelques temps dans les réseaux sociaux au début du mois de novembre 2016.

Elle a également rassuré le président Poutine qui s'inquiétait fortement de l'issue du scrutin pour la stabilité de l'ensemble de

1. Suivre la vie politique en Ouzbékistan est un exercice particulièrement difficile en raison des problèmes de circulation de l'information, du manque d'accès à des sources fiables et des rumeurs relayées par Internet. L'article ci-dessous doit être donc considéré comme une appréciation nécessairement superficielle de la réalité, à partir d'informations tirées des médias officiels et d'opposition, dont une part conséquente reste impossible à prouver.
2. Knyazev A., Ташкент склонен к равноудаленности от Москвы, Вашингтона и Пекина, *Независимая газета*, 2016, en ligne, URL : http://www.ng.ru/courier/2016-12-26/11_6894_tashkent.html [consulté le 28 décembre 2016].

la zone, Fédération de Russie comprise², et qui lors de sa venue à Samarcande le 6 décembre 2016 pour rendre hommage à Karimov, avec lequel les relations étaient plus qu'ombrageuses, aurait, selon certains commentateurs, implicitement désigné Mirziyoyev pour lui succéder.

Pourtant, la communauté des experts de l'Asie centrale avait imaginé toutes sortes de scénarios depuis des années, surestimant les forces d'opposition islamiste internes et externes (de la part de l'Afghanistan, de Ben Laden, puis de l'EI), la puissance occulte des « clans régionaux », la surface politique des autres personnalités clés du pouvoir, tels que Rustam Inoyatov, chef du Service de Sécurité Nationale (âgé de 72 ans), Rustam Azimov, ex-vice Premier ministre, ministre des Finances et Elyor Ganiev, ex-ministre du Commerce et des Relations économiques extérieures, ces derniers considérés comme pro-occidentaux, ou encore, le moins connu des Occidentaux Adham Ahmedbaev, ex-ministre de l'Intérieur³.

Tout s'est passé, du moins, en apparence, comme si le défunt président avait réellement organisé la passation, contrairement à ce que la plupart des observateurs étrangers affirment.

Selon un conseiller du président Karimov, les conditions d'une transition sans heurt, reposant sur les bases d'un État ouzbek aux institutions consolidées étaient « *presque réunies en théorie* »⁴. « *Il ne manquait que deux ans pour achever le processus... (...), mais cela devrait fonctionner malgré tout... La personnalité du nouveau président y est pour quelque chose : il est dur, mais plus pragmatique, plus moderne, plus efficace que son prédécesseur, c'est ce qu'il faut pour tenir le pays, avec tellement de jeunes... ce dont l'écrasante majorité des citoyens est persuadée... Il va changer les choses* »⁵.

Quoiqu'il en soit des tractations au sein de l'élite politique, le fait que les rivaux avérés n'aient pas été candidats, laissant la place à de pâles inconnus montre bien le degré de pragmatisme dans cette



© Kremlin.ru

Shavkat Mirziyoyev, le nouveau Président de l'Ouzbékistan

succession apparemment orchestrée en vue d'un résultat intangible, avec plus de 88 % des voix, mais en-dessous du score de Karimov qui franchissait le seuil des 90 %. De ce point de vue, la messe a été clairement suggérée par l'ex-conseiller.

Une campagne résolument populiste

Pour parvenir à ce résultat éclatant, il ne restait plus à Shavkat Mirziyoyev qu'à bien employer les trois mois de sa campagne présidentielle pour donner des gages de bonne volonté

aux futurs électeurs qui craignaient par-dessus tout les menaces de déstabilisation, d'attentats terroristes et autres maux actuels, ouvertement invoqués dans les médias et par voie d'affiche de propagande urbaine.

Ainsi, à l'intérieur du pays, il a opté pour une posture résolument populiste, inaugurant un portail informatique de dépôt des plaintes des citoyens ouzbeks dans toutes les administrations centrales et locales afin de régler directement leurs problèmes et de promouvoir « *le dialogue avec le peuple sur la toile* »⁶. Il a également ouvert une page Facebook à son nom

3. Il faisait partie des trois successeurs potentiels désignés par Karimov, avec Mirziyoyev et Inoyatov, voir article <https://tengrinews.kz/sng/islam-karimov-nazval-imy-a-svoego-preemnika-smi-280323/> [consulté le 13 janvier 2017].

4. Interview donnée en présence de l'auteur le 22 décembre 2016 à Almaty, lors d'une conférence sur l'Afghanistan, organisée par le Centre Lev Goumiev de Moscou. L'ex-conseiller réfute vertement les propos insistants de la journaliste russe concernant la rivalité des « clans ouzbeks » pour l'accès au pouvoir.

5. *Ibid.*

6. Виртуальная приемная Мирзиязева : «Удовлетворим все жалобы!», (La commission virtuelle de Mirziyoyev : traitons toutes les plaintes), en ligne, URL : <http://rus.ozodlik.org/a/28051164.html> [consulté le 5 janvier 2017]. Au 7 janvier 2017, la chaîne de TV Akhbarot a diffusé un reportage sur « la journée des procureurs du pays », dans lequel le nouveau président décomptait 31 000 plaintes déposées.

qui est régulièrement alimentée et prône auprès de ses ministres l'avènement d'un « gouvernement électronique ».

Il a également permis le retour en grâce de quatre étoiles de la scène ouzbèke, Yulduz Usmanova, Tchirali Djuraev, Artek Atadjanov, Bobomurad Khandalov et l'amnistie de plusieurs détenus politiques, dont le baptiste Tohar Haidarov après 7 ans de prison et surtout de Samandar Kukanov, ex-parlementaire âgé de 72 ans, emprisonné depuis 1993 officiellement pour détournement de fond, officieusement pour son opposition au pouvoir⁷.

Aux États voisins, il fallait fournir des signaux visibles d'une volonté de dialogue et d'apaisement. C'est ainsi qu'il a lancé une opération de reconstruction des relations de bon voisinage avec les pays de la zone⁸ avec lesquels les contentieux ne manquent pas : le Kirghizstan et le Tadjikistan, notamment, mais également le Turkménistan et le Kazakhstan. Il considère que c'est la seule façon de débarrasser l'Ouzbékistan de son image de forteresse intraitable, coupée du monde. Il espère également réduire la menace terroriste pouvant transiter par ses voisins.

Ainsi le président Tadjik Emomoli Rakhmon, malgré des relations ombrageuses avec son homologue défunt, a fait personnellement le déplacement aux funérailles de Karimov, le 3 septembre. Depuis, les deux pays ont multiplié les signes d'ouverture. Des signaux positifs ont été lancés tels que l'abolition du régime des visas pour les citoyens tadjiks, la reprise des relations aériennes entre Tachkent et Douchanbé (idées déjà dans l'air durant l'année précédente). Les experts s'accordent toutefois pour dire que les véritables problèmes tels que la gestion de l'eau, la construction du barrage Rogun, etc. seront plus difficiles à régler à court terme.

Du côté du Kirghizstan où la pression était à son comble durant l'année 2010, la volonté d'apaisement est également manifeste. Le président kirghize Almazbek Atambaev s'est déplacé à Samarcande le 24 décembre pour une visite de travail et devrait revenir dans les mois qui viennent pour une visite officielle. Dès octobre 2016, une délégation ouzbèke s'était rendue à la frontière kirghize dans la Ferghana

et une grande fête de la réconciliation avait été organisée et fortement relayée par les médias.

À la puissance tutélaire historique, la Russie, celle qui, somme toute, effraie moins que la Chine et qui n'a pas, loin s'en faut, la capacité de répulsion des USA, il fallait immédiatement se montrer rassurant et ne pas exclure toute idée d'adhésion à l'Union Économique Eurasiatique, sans toutefois y songer à court terme malgré la perspective de la signature d'un accord de libre-échange avec l'UEE évoquée en 2014 par Islam Karimov⁹.

Cependant les relations de l'Ouzbékistan avec la Fédération de Russie que le président par intérim cherche à renforcer n'ont pas vocation à ternir la posture de souveraineté revendiquée d'un pays qui, comme ses voisins pratique la diplomatie multi-vectorielle. Elles se veulent à égale distance avec les autres poids lourds « de la région », la Chine et les USA.¹⁰

L'avènement d'une nouvelle ère ?

Une fois le nouveau président installé dans ses fonctions, le 13 décembre 2016, il s'est lancé dans un « état des lieux » touchant tous les niveaux de l'administration pour faire le constat de son inefficacité voire de son incompétence.

Depuis le début de l'année 2017, il multiplie les conférences de presse auprès des corps constitués, afin de faire passer des messages destinés à convaincre la population qu'une nouvelle ère commence, celle de la lutte contre la corruption (loi du 13 décembre 2016, disposition du ministère de la justice du 3 janvier 2017¹¹), pour l'efficacité de l'administration, de la justice, celle de la reconnaissance de l'importance de développer les sciences et l'éducation. L'année 2017 a été décrétée « année de dialogue avec le peuple et des intérêts de l'homme ».

Il se veut ainsi l'instrument d'un « choc de moralisation » dont il espère qu'il portera ses fruits par une impulsion économique salubre portée par 8 % de croissance annuelle depuis ces dernières années, selon les données de la Banque Mondiale.

À la mi-janvier 2017, le cabinet des ministres¹² présidé par le nouveau Premier ministre Abdullah Aripov compte des

7. URL : <http://www.lorientlejour.com/article/1020182/ouzbekistan-liberation-du-plus-ancien-prisonnier-politique.html> [consulté le 15 janvier 2017].

8. Pannier B., « Uzbekistan: The Suddenly Good Neighbor », *Radio Free Europe*, 2016, en ligne, <http://www.rferl.org/a/uzbekistan-suddenly-good-neighbor/28031740.html> [consulté le 5 janvier 2017], Radio Ozodlik (2016), *Ўзбекистан открывает свои двери для соседей? (l'Ouzbékistan ouvre ses portes à ses voisins)*, 2016, en ligne, URL : <http://rus.ozodi.org/a/28031004.html> [consulté le 5 janvier 2017].

9. Lors de sa visite à Tachkent, en décembre 2014, Vladimir Poutine aurait annoncé l'annulation en faveur de l'Ouzbékistan d'une dette de plus de 800 millions de dollars. Voir : Julien Thorez, « L'Asie centrale, une région sous influence », dans Racine J.-L. (dir.), *Asie – mondes émergents*, Paris, La documentation française, 2015, p. 107-122. Pourtant, les relations entre les deux présidents s'étaient détériorées, Karimov ayant refusé de s'asseoir près du président de la Turquie, Erdogan lors de l'inauguration des jeux olympiques de Sochi le 7 février 2014, au motif qu'il donnait l'asile politique à son plus grand ennemi politique, Muhammad Salih.

10. Knyazev A., *op.cit.* Dans une conférence de presse du 9 janvier, le président Mirziyoyev rappellera qu'il n'envisage l'installation d'aucune base militaire étrangère sur le territoire national, considérant que l'impact provoqué par cette présence serait nécessairement négatif pour le pays, ne serait-ce que par l'accroissement induit de la menace terroriste.

11. URL : <http://www.minjust.uz/ru/law/newlaw/2011/12/402/> [consulté le 18 janvier 2017].

12. Pour la liste complète, voir URL : https://www.gov.uz/ru/pages/personal_structure [consulté le 18 janvier 2017].

personnalités anciennes et nouvelles dont certaines ne sont pas au-dessus de tout soupçon, ce qui affaiblit sans conteste le discours de moralisation politique du président Mirziyoyev, tant face à la société ouzbèke que pour le monde extérieur.

Plusieurs gouverneurs de région ont été remplacés (Boukhara, Syr-Daria, Surkhan¹³-Daria, Tachkent, Navo'i, Djizak), les personnalités trop embarrassantes de l'ancienne équipe ou aux appétits considérés comme néfastes pour la nouvelle, les services de sécurité purgés des éléments jugés indésirables et abreuvés de sang neuf¹⁴.

Pourtant, comme on l'a dit auparavant, il a procédé à plusieurs nominations depuis la mi-décembre qui jettent une ombre médiatique contradictoire sur son discours de moralisation. Ainsi par exemple, il a nommé Salim Abdulvaliev, président du Comité olympique de l'Ouzbékistan. Cette « personnalité influente » est désignée par de nombreux commentateurs comme un mafieux puissant du pays. De même, le milliardaire ouzbek citoyen russe Alisher Usmanov a déclaré son intention de revenir en Ouzbékistan « payer ses impôts » et faire œuvre de philanthropie. Il a obtenu la nationalité ouzbèke.

Tout ceci n'est pas sans suggérer une implication forte des milieux mafieux ouzbeks venant de Russie à la recherche de nouvelles opportunités économiques et pouvant au besoin servir de levier à la politique russe.

Quoiqu'il en soit des commentaires alarmistes de certains médias d'opposition, son propos est clairement de miser sur une vague d'énergie constructrice en provenance d'une société qui n'avait pas développé de capacité de résilience depuis la gestion calamiteuse des événements d'Andijan 2005.

Par ailleurs, à l'euphorie pré-électorale a succédé le principe de réalité. Certaines promesses de campagne ont déjà été révisées. Ainsi, l'ukaz du 22 décembre 2016 supprimant le régime de visa pour 27 pays du monde¹⁵, afin de « donner une impulsion décisive au tourisme international » a été reporté au 1er janvier 2012, dès le 9 janvier 2017, vraisemblablement pour des raisons de sécurité. La promesse du métro gratuit pour les retraités n'a pas été suivie d'effet à ce jour.

Toutefois, la population espère que la période de grâce va se poursuivre et qu'elle parviendra à concrétiser les espoirs soulevés par les annonces du président. Son style populiste semble lui convenir, comme l'indiquent des sondages

effectués dans la capitale et les régions.

Ainsi, on peut gager que le processus de renouvellement du personnel politique et administratif, inhérent à l'arrivée aux commandes d'un nouveau président resté treize ans dans l'ombre de son prédécesseur, se poursuivra aussi bien dans l'administration centrale que régionale.

Il reste à connaître la capacité d'action éventuelle des opposants basés à l'étranger, dont la réputation est leur échec à former un front commun, ainsi que des militants islamistes dans la clandestinité et qui pourraient profiter d'une faille dans l'organisation de la sécurité nationale si toutefois une telle option est envisageable ?

Le nouveau pouvoir y a déjà largement pourvu en renforçant et en changeant de façon spectaculaire la garde rapprochée du président, renvoyant à leurs activités dédiées à l'État et au pays, des agents du SNB et du Ministère de l'Intérieur qui auparavant se concentraient, soit sur la sécurité du président Karimov, soit sur leur propre sécurité financière par abus de pouvoir, ainsi que l'a déclaré le président dans une de ses nombreuses allocutions retransmises sur le site Youtube¹⁶.

Sur le plan intérieur, le 14 janvier, lors d'une réunion du Cabinet des ministres, le président Mirziyoyev a fait le bilan de l'année 2016 où il a fortement critiqué les élites politiques, économiques et administratives pour leurs mauvais résultats, leur attitude de supériorité envers leurs administrés, leur inefficacité. Ses critiques ont été largement adressées à l'ex-ministre des Finances, Rustam Azimov, à qui il reproche notamment la chute des exportations du pays et les maigres performances des entreprises.

Il va donc dans les semaines et les mois qui viennent poursuivre son entreprise de renouvellement des cadres du pays, non sans rencontrer de grandes difficultés face au manque criant de ressources humaines. Il faut dire que de son propre aveu, il s'agit de la plus grande difficulté à laquelle se heurte l'Ouzbékistan d'aujourd'hui, lui imposant de conserver encore à des postes clés des personnalités de l'équipe sortante tel Rustam Azimov, mais pour combien de temps ?

Sur le plan extérieur, il reste aussi à observer si les prémices de changement des relations avec les pays voisins, d'amélioration de son image sur la scène internationale, la volonté d'ouverture économique d'un pays jusque-là soucieux de se prémunir contre « toute contamination étrangère » suffiront

13. Un système d'évaluation des performances des *hakim* vient d'être introduit avec une retenue de 15 % de leur salaire en cas de mauvais résultats. URL : https://liter.kz/mobile/ru/news/show/27883shavkat_mirzi_ev_predlozhit_nakazyvat_glav_administracii_dengami [consulté le 18 janvier 2017].

14. À la mi-décembre 150 fonctionnaires du SNB ont été licenciés par Mirziyoyev, CA-NEWS.org, du 11 janvier 2017. La purge continue depuis.

15. №УП-4861 « О мерах по обеспечению ускоренного развития туристской отрасли Республики Узбекистан », (Sur les mesures pour favoriser le développement du tourisme dans la république d'Ouzbékistan), voir Universal Portal Last news du 6 décembre 2016, URL : <https://upl.uz/index.php?newsid=1320> [consulté le 18 janvier 2017]. La France faisait partie de la liste des pays (avec la Belgique, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, les USA, le Vietnam, Israël, la Pologne, la Tchéquie) où les visas ne seraient supprimés qu'à partir de 55 ans.

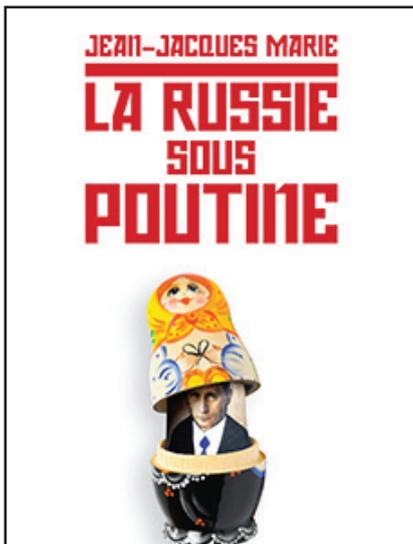
à éviter les secousses annoncées de façon récurrente par les experts internationaux, russes notamment, mais pas seulement.

Les changements annoncés seront-ils en profondeur ou purement cosmétiques

? Outre la posture de défense de la souveraineté nationale qui était celle d'Islam Karimov, quelle part de son héritage sera assumée par Chavkat Mirziyoyev ?

Lire

La Russie sous Poutine, Jean-Jacques Marie, Paris, Payot, 2016



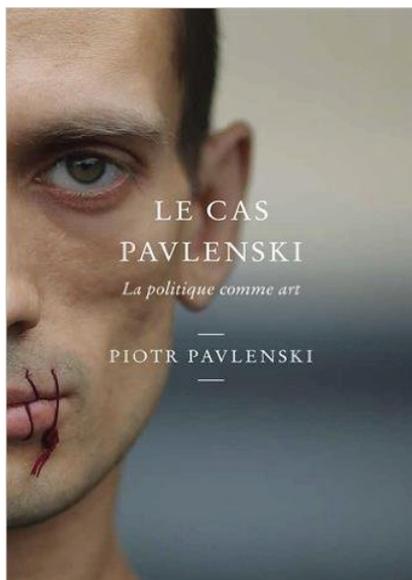
La Russie décrite par les médias européens et français est bien loin, selon l'historien Jean-Jacques Marie, d'être une super puissance qui dicte, à elle seule, le nouvel ordre mondial. Si on y regarde d'un peu plus près, la Russie, imprégnée de violence et rongée par des problèmes internes, est fragile. Le culte actuel de Vladimir Poutine rappelle – mais de fort loin – les perles du culte de Staline. Sous cette personnalité présentée comme « lisse », on découvre un Président qui tient un régime au bord de l'effondrement. La société russe est vouée à stagner, voire à régresser si des avancées sociales et économiques ne sont pas faites. Obsédé par les révolutions répétées en Géorgie (2003), en Ukraine (2004), au Kirghizstan (2005 et 2010) et en Moldavie

(2009), Vladimir Poutine redoute de telles vagues contestataires dans son pays, pour preuve la violente réaction du Kremlin aux événements de 2013/2014 en Ukraine avec l'annexion de la Crimée. Comme le disait Anna Politkovskaïa « une révolution orange n'est pas envisageable chez nous, pas plus que celle de la rose ou des tulipes. Notre révolution à nous sera rouge. De la couleur des communistes, de la couleur du sang. » La chute imminente du régime ne cesse d'être annoncée selon Jean-Jacques Marie et les crises politiques le guettent, tout comme les crises sociales. L'économie est en panne, la crise financière s'aggrave suite à la chute du prix du pétrole et du rouble. La Russie n'est pas autosuffisante sur le plan alimentaire, et cela pose d'autant plus de problèmes suite aux sanctions et embargos occidentaux. De plus, la corruption qui frappe l'appareil de la police et de la justice exacerbe les tensions sociales. La société civile est étranglée. Aujourd'hui manifester, créer une association ou coopérer avec une ONG étrangère est en passe de devenir un crime. Jean-Jacques Marie égraine et détaille les problèmes internes qui viennent ébranler la stature d'un pays qui se veut puissant sur la scène internationale.

Cet ouvrage nous apporte un éclairage sur la Russie contemporaine et livre des clefs d'analyses et de compréhension sur un pays et un régime tant décriés, en phase de s'écrouler. Le futur de la Russie s'inscrit bien dans sa capacité à se détacher de son passé.

C. C.-S.

Le cas Pavlenski. La politique comme art, Piotr Pavlenski, Paris, Louison Editions, 2016



À ne pas s'y tromper Piort Pavlenski ne fait pas de l'art contestataire mais bien de l'art politique, pour lutter et ne pas « être transformé en objet, obligé d'obéir aux règlements, et de se mouvoir (seulement) dans l'intervalle autorisé ». Son corps devient l'œuvre, ses performances, toujours en extérieur, confrontent la police et la société. « *Le pouvoir tente de contrôler l'art, mais moi je le fais participer à mes propres images, je le place sous mon contrôle* ». Si une partie de la population ne veut pas voir la vérité du régime de V. Poutine, il les contraint à regarder, et si il se fait mal, c'est pour être

sûr que l'indifférence ne l'emportera pas. Pour P. Pavlenski une partie de la population est zombifiée, et il entend bien dénoncer « l'apathie, l'indifférence politique et le fanatisme de la société russe contemporaine » et « l'appareil idéologique que représente l'église orthodoxe ». Dans ses performances, son corps est son outil. Tour à tour, il se coud la bouche, s'enroule dans du fil barbelé devant le Parlement de Saint-Pétersbourg, se cloue le scrotum sur les pavés de la place Rouge à Moscou, enflamme le portail du siège du FSB dites « les portes de l'enfer ». Tel Vincent van Gogh, il se coupe l'oreille, non pas en raison de troubles psychologiques comme veulent le faire croire les autorités russes, mais pour protester contre l'utilisation de la psychiatrie dans la répression politique. Alors que l'opposition est graduellement écrasée en Russie, notamment depuis l'assassinat de Boris Nemtsov en février 2015 à Moscou, P. Pavlenski est une de ces voix dissidentes actuelles.

L'ouvrage retrace, à travers trois entretiens, une retranscription d'interrogatoires au Comité d'enquête de Saint-Pétersbourg et des essais sur l'art politique, le parcours et la vision de la société russe de Piort Pavlenski, aujourd'hui exilé en France. Malgré cet exil forcé, loin de la Russie, P. Pavlenski continuera, à n'en pas douter, à dénoncer mais aussi à créer.

C. C.-S.

Rapport Hungary: Democracy under Threat. Six Years of Attacks against the Rule of Law, FIDH, 2016

Disponible à l'adresse : https://www.fidh.org/IMG/pdf/hungary_democracy_under_threat.pdf



Depuis l'accèsion en 2010 au poste de Premier ministre, Viktor Orbán se présente en artisan d'un État réactionnaire et nationaliste, nouant des alliances dans d'autres pays de l'Europe centrale, telle la Pologne, gouvernée désormais par le parti nationaliste PiS. Un rapport de la FIDH, publié fin 2016, fait le point sur la situation des droits de l'Homme et le respect de l'État de droit en Hongrie.

La nouvelle Constitution, dite Loi fondamentale et quelque 600 lois et mesures adoptées depuis 2010 ont porté atteinte à la séparation des pouvoirs, visant particulièrement la société civile, la liberté d'expression, les médias et le judiciaire. Placés sous le contrôle de l'exécutif, ces derniers ne sont plus en mesure d'assurer leur rôle de contre-pouvoir et de garantir le contrôle démocratique. Les associations critiquant le gouvernement font de plus en plus l'objet de campagnes orchestrées par le pouvoir et d'enquêtes et procédures judiciaires à motivations politiques. Toutes mesures qui perturbent le fonctionnement des organisations de la société civile et contribuent à instaurer un climat d'intimidation.

La refonte profonde et drastique du système d'asile en Hongrie, élaborée en réponse à l'augmentation des flux migratoires dans le pays en 2015, a largement violé les droits des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés. Ces mesures se sont accompagnées de campagnes anti-migrants menées par le gouvernement depuis 2015, connaissant leur apogée avec le référendum du 2 octobre 2016 portant sur les quotas de réfugiés.

« Ces attaques portent atteinte à la démocratie en Hongrie mais aussi aux

valeurs et principes fondateurs de l'Union européenne. Si aucune mesure n'est prise, c'est tout le projet de l'Union européenne en tant que communauté de valeurs qui est remis en cause », a déclaré Dan Van Raemdonck, secrétaire général de la FIDH.

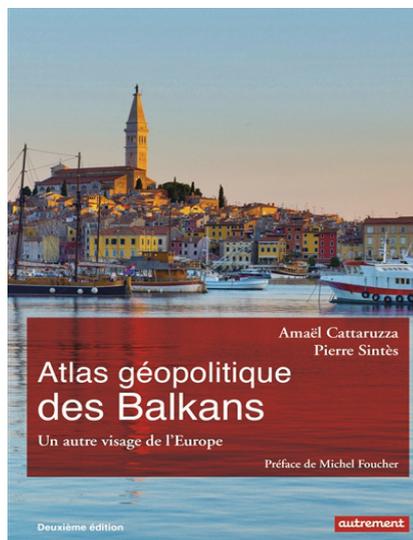
Même si le 8 novembre 2016, le parlement hongrois a rejeté le projet d'amendement constitutionnel du Fidesz, le parti de Viktor Orbán, qui visait à interdire l'installation de « populations étrangères » en Hongrie sans le consentement du parlement hongrois, la situation reste préoccupante. L'apathie persistante de l'Union européenne vis-à-vis de la Hongrie est particulièrement préoccupante. D'autant que, dans le cas de la Pologne, la Commission européenne avait, pour la première fois, déclenché en janvier 2016, le mécanisme prévu par le Cadre européen pour renforcer l'État de droit. Ce cadre a été adopté en mars 2014 pour faire face aux risques systémiques menaçant l'état de droit dans les États membres de l'UE. Il s'agit d'un mécanisme élaboré pour permettre à la Commission d'entamer un dialogue avec l'État membre concerné pour prévenir l'escalade et l'émergence d'une menace systémique pouvant aboutir à « un risque clair de violation grave » susceptible de déclencher l'imposition des mesures prévues à l'Article 7 du Traité sur l'UE.

La Commission européenne et le gouvernement hongrois ont certes échangé sur des aspects spécifiques de la législation hongroise qui présentent des difficultés de compatibilité avec le droit de l'UE, y compris dans le cadre des procédures d'infraction. Mais aucune mesure n'a été prise par l'UE qui soit à la hauteur de la situation.

« L'UE doit montrer sa détermination à faire respecter par tous les États membres les obligations qu'ils ont contractées au titre des traités, y compris l'Article 2 du Traité et la Charte des droits fondamentaux. Elle doit cesser de se cacher derrière des failles de procédure et veiller à exiger de tous les États membres qu'ils appliquent, avant et après leur adhésion à l'UE, les mêmes standards de respect de la démocratie, de l'état de droit et des droits humains », estime Dan Van Raemdonck.

E.T.

Atlas géopolitique des Balkans. Un autre visage de l'Europe, Amaël Cattaruzza et Pierre Sintès, préface de Michel Foucher, Autrement, 2016 (2e édition)



La nouvelle édition de l'*Atlas des Balkans*, qui fait le point sur les dernières évolutions de cette région depuis la disparition de la Yougoslavie, a connu d'importants changements. L'axe de cette évolution est résolument l'Union européenne : adhésion à l'UE de la Slovénie (2004), de la Roumanie et de la Bulgarie (2007), de la Croatie (2013) enfin, par la reconnaissance du statut d'État candidat pour la Serbie (2012). Sensibles à l'approche

historique, les auteurs ne se contentent pas de présenter les bouleversements les plus récents de cette région européenne : le lecteur découvrira les trajectoires historiques des sociétés balkaniques qui éclairent d'une part « un substrat sociologique commun, un ensemble de représentations, de discours, de mécanismes sociaux ou politiques partagé par les habitants du Sud-est de l'Europe », d'autre part les recompositions et la construction des États nationaux. Au-delà, l'atlas offre également les clés de compréhension d'une actualité plus large, en intégrant par exemple la crise politique et économique de la Grèce ou les nouveaux parcours des migrants pour entrer dans l'UE. Le parti-pris des auteurs est justement d'inscrire cette région dans un courant plus général de l'évolution de l'Europe et du monde, de ne pas la considérer comme un territoire « à part » selon les imaginaires forgés au début du 20^e siècle qui le distinguent – à l'instar de l'Orient – de l'Europe occidentale. Or, c'est bien d'un « autre visage de l'Europe » qu'il s'agit, d'un « produit singulier de processus qui n'en concerne pas moins l'ensemble du continent ». À lire et relire pour les Balkans, l'Europe.

E.T.